

VERS UNE PROCHAINE VISITE D'AISSIMI GOÏTA À ALGER

Le nouveau départ

PAGE 5

L'éventuelle venue du président de la Transition malienne pourrait marquer une étape importante dans la normalisation des relations entre les deux pays.

CANDIDATURES POUR LES LOCALES

La difficile quête des partis

PAGES 2 et 3

À un peu plus de trois mois des prochaines élections locales, les partis politiques sont déjà à la recherche des «profils» qui pourront composer leurs listes.

●Élections locales : La course aux candidats



Chauffage, ventilation
et climatisation

L'ère des partenariats stratégiques

PAGE 6



Rendements de la
production agricole
en Algérie pour 2026

L'USDA CONFIRME UNE NETTE AMÉLIORATION

PAGE 4

Saisie de 31 kg de
cocaïne à Tamanrasset

L'ANP frappe fort

PAGE 16



L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX



CR7 bat des records
sur Instagram

PAGE 15

ÉLECTIONS LOCALES

LA COURSE AUX CANDIDATS

La préparation des élections locales entre dans une nouvelle phase. Les partis multiplient les appels à candidature et cherchent à élargir leurs listes à de nouvelles compétences, dans l'espoir de renforcer l'efficacité des futures assemblées communales et de wilaya.

A l'approche des prochaines élections locales, les formations politiques accélèrent leurs préparatifs et commencent à affiner leurs stratégies. La constitution des listes de candidats s'impose déjà comme un enjeu majeur, avec une attention particulière accordée au renouvellement des profils, aux compétences et à l'ancrage local.

Dans les structures partisanes locales comme sur les plateformes numériques, les opérations de prospection se multiplient. Plusieurs formations cherchent à attirer de jeunes universitaires, des cadres, des acteurs associatifs et, plus largement, des personnalités disposant d'une connaissance du terrain et susceptibles de s'impliquer dans la gestion des collectivités.

LA COMPÉTENCE COMME CRITÈRE DE SÉLECTION

Le renouvellement des candidatures s'impose comme une priorité pour plusieurs partis, qui cherchent à présenter des profils capables d'assurer une gestion efficace des communes et des wilayas. Cette exigence intervient dans un contexte marqué par les blocages de certaines assemblées locales : 66 APC seraient actuellement totalement bloquées dans 33 wilayas et 15 autres partiellement. Dès lors, les compétences administratives, techniques et managériales deviennent des critères importants dans le choix des futurs candidats. Plusieurs partis ont commencé à ouvrir leurs listes aux candidats extérieurs à leurs structures militantes traditionnelles en prévision des prochaines élections locales. Le Front de la justice et du développement, le Front El Moustakbal et le Front de l'Algérie nouvelle appel-



lent ainsi les compétences à rejoindre leurs listes, avec l'objectif affiché de renouveler les profils et de faire émerger de nouvelles figures dans la gestion locale.

Pour certaines formations, la préparation des prochaines échéances électo-

rales passe par l'évaluation des précédents scrutins. Le Mouvement Ennahda a ainsi installé, en novembre 2025, sa commission nationale des élections, chargée de préparer les prochaines législatives et locales, tout en renforçant le recrutement de jeunes et de

nouvelles compétences. De son côté, le FFS poursuit l'évaluation de sa participation aux dernières législatives à travers des rencontres avec ses militants et élus dans plusieurs wilayas, en vue de préparer les prochaines échéances.

LA GESTION DES COLLECTIVITÉS AU CENTRE DES ENJEUX

Au-delà de la compétition électorale, les prochaines élections locales devraient remettre au cœur du débat les enjeux liés à la gestion quotidienne des communes et des wilayas. Les futurs élus auront à traiter des dossiers qui touchent directement les citoyens : développement local, infrastructures, services publics, aménagement urbain, environnement et cadre de vie. Dans ce contexte, la constitution des listes ne peut relever de la seule stratégie électorale. Elle doit aussi privilégier des profils capables d'assumer efficacement des responsabilités locales. Le choix des candidats devra ainsi conjuguer capacité à mobiliser les électeurs, compétences professionnelles et ancrage territorial.

La préparation des prochaines élections locales s'accélère sur le terrain. Les structures locales des partis seront appelées à jouer un rôle central dans la sélection des candidats, l'évaluation des profils et la mobilisation des électeurs. La constitution des listes devrait s'intensifier dans les prochaines semaines, avec un double objectif : préserver les équilibres internes tout en intégrant de nouveaux profils capables d'élargir la base électorale. À l'échelle des communes et des wilayas, la proximité avec les citoyens, la connaissance du terrain et la capacité à répondre aux préoccupations quotidiennes devraient être déterminantes.

I. Kherrmane

Le FFS poursuit ses rencontres internes

Le Front des forces socialistes (FFS) poursuit ses rencontres avec ses élus et militants dans plusieurs wilayas afin de dresser le bilan des dernières législatives et de préparer les prochaines échéances locales. À Tizi Ouzou, une rencontre présidée par le premier secrétaire national, Youcef Aouchiche, a permis d'évaluer la participation du parti aux législatives du 2 juillet 2026, qui lui ont permis d'obtenir 12 sièges à l'APN. À Sétif, la fédération locale a également examiné les résultats, les difficultés rencontrées et les Des rencontres similaires ont été organisées à Alger, Boumerdès et Bouira, tandis que d'autres sont prévues prochainement dans plusieurs wilayas. Ces réunions visent à renforcer la coordination interne, maintenir la dynamique enregistrée lors du dernier scrutin et préparer l'implantation du parti en vue des prochaines élections locales. Elles servent également à préparer les activités commémoratives du 20 Août, marquant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois de 1955 et du Congrès de la Soummam de 1956.

REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE À L'ÉTRANGER

La bataille des postes s'intensifie à l'APN

La bataille pour les postes de représentation parlementaire à l'étranger entre dans une phase décisive à l'Assemblée populaire nationale (APN). Si les équilibres entre les différents groupes parlementaires semblent désormais arrêtés, la désignation des députés appelés à occuper ces fonctions reste au cœur des tractations internes. Le bureau de l'APN a examiné la répartition des postes lors d'une réunion à huis clos tenue mardi dernier. Sans surprise, le groupe parlementaire du Front de libération nationale (FLN) s'est taillé la part du lion, devant le Rassemblement national démocratique (RND), le Front El Moustakbal et le Mouvement de la société pour la paix (MSP), rapporte «Echourouk». La même source ajoute que les présidents des groupes parlementaires sont confrontés à des arbitrages délicats, alors que les candidatures se multiplient et que les différentes formations politiques cherchent à placer leurs représentants sur les postes les plus convoités.

ENTRE ÉQUILIBRES POLITIQUES ET COMPÉTENCE

Au-delà de la logique de répartition partisane, le choix des représentants revêt une impor-



tance particulière. Ces députés seront appelés à porter la voix de l'APN dans les enceintes internationales et à prendre part à des discussions touchant directement aux questions politiques, économiques et diplomatiques. Dès lors, la désignation ne devrait pas se limiter à la seule appartenance politique. L'expérience parlementaire, la maîtrise des langues étrangères, la connaissance des dossiers internationaux et l'aptitude à défendre les positions de l'Algérie devraient également peser dans les arbitrages.

L'enjeu est d'autant plus important que la dixième législature connaît un renouvellement significatif de ses effectifs. Nombreux sont les députés qui découvrent pour la première fois

les rouages de la diplomatie parlementaire. Une situation qui pourrait compliquer la sélection des profils les plus aptes à représenter l'Algérie dans des cadres internationaux exigeant à la fois expérience, maîtrise des dossiers et capacité de négociation. La question n'est d'ailleurs pas nouvelle. Lors des précédentes législatures, certains choix avaient déjà suscité des critiques, notamment lorsque l'expérience ou la spécialisation des représentants désignés étaient jugées insuffisantes.

DES POSTES À FORTE PORTÉE DIPLOMATIQUE

Les fonctions à pourvoir ne sont pas anodines. Elles concernent notamment l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la

Méditerranée, l'Union interparlementaire, le Parlement pan-africain et l'Union interparlementaire arabe, auxquelles s'ajoutent les nombreux groupes et commissions d'amitié parlementaires.

Ces structures constituent des espaces importants de dialogue et d'échange avec les parlements étrangers. Les commissions d'amitié couvrent notamment les relations avec des pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, la Turquie, la Russie, la Chine, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais également avec plusieurs pays voisins et arabes, dont la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Palestine.

Selon les informations disponibles, le FLN et les formations de la majorité présidentielle ont obtenu près des trois quarts des postes. Le FLN devrait notamment présider 18 commissions d'amitié, contre 15 pour le RND, 12 pour le Front El Moustakbal et 6 pour le MSP.

LA COURSE CONTRE LA MONTRE

Cette accélération intervient à la suite de la réunion tenue par la présidente de l'APN, Khalida

Boufedech, consacrée à la finalisation des dispositions relatives à la désignation des représentants de l'Assemblée au sein des différentes instances parlementaires régionales et internationales et des groupes d'amitié. Le Bureau de l'APN a ainsi appelé les groupes parlementaires à finaliser rapidement leurs listes. Le calendrier international impose désormais de ne plus trop tarder, plusieurs échéances, notamment au niveau de l'Union interparlementaire, étant déjà en perspective.

La bataille des postes ne se résume donc pas à une simple distribution de responsabilités entre formations politiques. Elle pose, plus largement, la question de la qualité de la représentation de l'Algérie dans les enceintes parlementaires internationales. Entre respect des équilibres politiques, renouvellement des effectifs et exigence de compétence, les présidents des groupes parlementaires devront désormais trouver le difficile point d'équilibre, car au-delà du nombre de postes obtenus, c'est surtout la capacité des représentants désignés à défendre efficacement les intérêts et les positions de l'Algérie qui sera jugée. Synthèse Smail Rouha

CANDIDATURES POUR LES LOCALES

La difficile quête des partis

À un peu plus de trois mois des prochaines élections locales, les partis politiques sont déjà à la recherche des «profils» qui pourront composer leurs listes.

À peine les législatives du 2 juillet passées, et alors que les formations politiques disent avoir tiré les enseignements du scrutin, les appareils se remettent en mouvement pour une nouvelle échéance électorale. Une échéance qui pourrait s'avérer plus difficile encore que la précédente, non seulement parce que les exigences légales se sont renforcées, mais surtout parce que les partis doivent composer avec une réalité devenue difficile à ignorer : ils disposent, pour beaucoup, de peu de relais dans la société et peinent à mobiliser les citoyens. La première bataille sera donc celle des candidatures. Et elle pourrait être rude. La nouvelle loi électorale impose désormais un certain nombre de conditions relatives à la composition des listes, notamment la présence de jeunes, de femmes et de diplômés. L'objectif affiché est de favoriser le renouvellement des assemblées et de faire émerger de nouveaux profils. Sur le principe, la démarche paraît logique. Les collectivités locales ont besoin de compétences nouvelles et d'une représentation plus diversifiée. Mais si la loi peut fixer effectivement les quotas, elle ne peut, a contrario, créer une relève politique. Si elle peut obliger les partis à chercher des jeunes, elle ne saurait fabriquer en quelques mois une génération de militants. Si elle peut imposer une présence féminine elle ne peut pas créer artificiellement une implantation des femmes dans des formations «rachitiques» qui n'ont rien fait pour booster leurs adhésions. Si enfin la loi peut favoriser les diplômés, elle ne pourra en aucun cas contraindre ces derniers à s'engager dans une activité politique qui attire de moins en moins. C'est là que commence le véritable problème.

PÉNURIE DE PROFILS ET DE MILITANTS

Pour constituer une liste locale crédible, il ne suffit pas d'aligner des noms. Il faut connaître la commune, ses quartiers, ses villages, ses réseaux associatifs et professionnels, ses personnalités notables et respectées. Il faut aussi disposer de femmes et d'hommes prêts à s'exposer publiquement, à défendre un programme et à assumer une étiquette partisane. Or une grande partie des formations politiques souffre précisément d'un déficit d'implantation. Beaucoup disposent d'une direction nationale, de bureaux de wilaya et de structures locales, mais sans véritable activité militante permanente. Entre deux scrutins, les réunions se raréfient, les structures fonctionnent au ralenti et les jeunes sont peu nombreux à rejoindre les appareils. Les partis sont ainsi placés devant un paradoxe : ils doivent renouveler leurs candidats au moment même où ils ne parviennent plus à faire adhérer suffisamment de nouveaux militants.

LE SIGNAL DES LÉGISLATIVES

Les chiffres du scrutin du 2 juillet devraient pourtant inciter les formations politiques à une sérieuse réflexion. La participation définitive n'a atteint que 21,24%. Sur près de 24 millions d'électeurs inscrits, un peu plus de cinq millions seulement ont voté. On peut discuter les raisons de cette abstention, mais



il est difficile de la considérer comme un simple accident électoral. Les élections locales pourraient, cependant, présenter une particularité. Elles concernent directement la vie quotidienne. Le citoyen connaît les problèmes de sa commune : voirie, éclairage, déchets, urbanisme, équipements, transports ou environnement. Il peut également connaître les candidats personnellement. Le vote local peut donc être plus proche et plus concret que le vote national. Mais cette proximité ne garantit pas la mobilisation. Un citoyen peut parfaitement connaître son candidat et considérer que son vote ne changera rien. Il peut connaître les difficultés de sa commune et ne plus croire que l'élection permette réellement de les résoudre. Les partis auront ainsi une double tâche : trouver des candidats et convaincre les citoyens que cela vaut encore la peine de voter pour eux.

DES LISTES DE CIRCONSTANCE ?

La pénurie de candidatures pourrait pousser certaines formations à rechercher des profils en dehors de leurs structures traditionnelles. Un commerçant connu, un universitaire, un entrepreneur, un cadre, une responsable associative ou un jeune diplômé peuvent ainsi être sollicités. Cette ouverture à la société civile n'est pas nécessairement négative. Elle peut même permettre de renouveler les assemblées et d'y introduire des compétences qui manquent aux appareils politiques. Le danger apparaît lorsque le recrutement devient essentiellement arithmétique. Il ne s'agit alors plus de construire une équipe autour d'un projet communal, mais de trouver suffisamment de personnes pour compléter la liste, respecter les exigences de la loi et éviter son rejet. Le phénomène pourrait surtout toucher les petites formations. Pour certaines, l'enjeu n'est pas nécessairement de conquérir des communes mais de ne pas...disparaître du paysage politique. Participer devient alors une question de survie. Ne pas présenter de listes, c'est risquer de perdre toute visibilité et de voir ses structures locales déjà quasi inexistantes, s'affaiblir davantage. Le véritable renouvellement ne consistera pas seulement à changer quelques noms sur les listes. Il supposera l'émergence de candidats ayant une

légitimité propre, une connaissance du terrain et une capacité à parler aux électeurs qui ne se reconnaissent plus dans les appareils traditionnels.

L'ÉTAU SE RESSERRE SUR «L'ARGENT SALE»

À la difficulté de trouver des candidats s'ajoute une contrainte supplémentaire : le durcissement de la lutte contre l'argent sale et la corruption électorale. La volonté des pouvoirs publics est désormais clairement affichée : empêcher que l'argent, les réseaux d'influence ou les moyens matériels puissent fausser la compétition et transformer les mandats électifs en instruments au service d'intérêts particuliers. La question est particulièrement sensible au niveau local. Dans une commune, les relations personnelles sont étroites. Les candidats connaissent souvent leurs électeurs et les réseaux familiaux, professionnels ou sociaux se croisent. Cette proximité peut favoriser la démocratie locale, mais elle peut aussi faciliter les promesses, les pressions, les interventions ou certaines formes d'achat de voix. Les partis devront donc désormais trouver des candidats capables de mobiliser autrement que par l'argent.

UNE VIE POLITIQUE RYTHMÉE PAR LES ÉLECTIONS

Toutes ces difficultés renvoient à une faiblesse plus profonde de la vie politique nationale : son fonctionnement par cycles électoraux. À l'approche d'un scrutin, les partis se réveillent. Les réunions se multiplient, les structures locales sont réactivées, les candidats recherchés, des semblants de programmes préparés. Puis viennent la campagne, le vote, les résultats et les bilans. Après quoi, l'activité retombe souvent jusqu'à l'échéance suivante. Ce fonctionnement par intermittence ne permet pas de construire une véritable culture militante. Il ne favorise ni la formation des jeunes ni l'émergence progressive de responsables locaux. Les partis se retrouvent ainsi à rechercher dans l'urgence des candidats qu'ils auraient dû identifier et former au cours des années précédentes. La vie d'un parti exige, en effet, une présence politique permanente : des militants qui travaillent toute l'année sur les problèmes

de leur commune, des élus qui rendent compte de leur action, des débats réguliers et des citoyens capables d'interpeller leurs représentants en dehors des périodes de campagne.

LE VÉRITABLE ENJEU

À quelques mois du scrutin, les partis sont donc placés devant une équation particulièrement difficile. Ils doivent respecter une loi plus contraignante, présenter des jeunes, des femmes et des diplômés, vérifier soigneusement les dossiers, se tenir à distance des pratiques liées à l'argent et, dans le même temps, trouver des candidats suffisamment crédibles pour convaincre des électeurs dont une grande partie boude les urnes. Les formations les mieux structurées pourront sans doute surmonter une partie de ces obstacles. D'autres devront improviser. Au vu de la «carte politique nationale», le risque de voir se reproduire le scénario déjà observé lors d'autres scrutins, avec des formations qui participent davantage pour assurer leur survie que pour conquérir réellement le terrain est présent. Le cercle est connu : désintérêt des citoyens, affaiblissement des partis, difficulté à recruter, recours à des candidatures de circonstance, faible participation et nouveau désenchantement. C'est pourquoi les prochaines élections locales seront bien davantage qu'un simple renouvellement des APC et des APW. Elles constitueront un nouveau test de la capacité des partis à renouer avec la société. Derrière la recherche actuelle de «profils adéquats», c'est donc une question beaucoup plus importante qui se pose : les formations politiques sont-elles encore capables de produire des candidats issus de la société, porteurs d'un projet local et suffisamment crédibles pour redonner aux citoyens l'envie de participer ? La réponse ne réside sûrement pas uniquement dans le nombre de listes déposées ou de sièges remportés. Elle se mesurera surtout à la capacité des partis à sortir de la logique électorale permanente pour reconstruire un véritable rapport avec les citoyens. Car le problème n'est finalement pas seulement de trouver des candidats. Il est de retrouver des électeurs qui aient encore envie de les choisir.

Saïd Mekla

RENDEMENTS DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN ALGÉRIE POUR 2026

L'USDA confirme une nette amélioration

Les performances de l'agriculture algérienne sont suivies de près par le Département d'Etat à l'agriculture (USDA).

Atravers les données obtenues grâce aux images satellitaires, Washington livre une photographie de la production algérienne pour la campagne 2025-2026, faisant ressortir une progression de plusieurs filières, notamment les céréales et les produits issus de la trituration du soja. L'USDA a dévoilé ses prévisions pour la production agricole en Algérie pour 2026, à travers une exploitation des images satellitaires. Les données de l'USDA se révèlent optimistes et confirment une nette amélioration des rendements par rapport aux années passées. Dans son rapport d'évaluation, le département américain de l'Agriculture estime la production céréalière de l'Algérie à 4,65 millions de tonnes pour la saison 2025-2026, incluant 3,2 millions de tonnes de blé en hausse de 7% par rapport à 2025 et 1,35 million de tonnes d'orge attendues pour nourrir le cheptel ovin, en hausse de 13% et 12.000 tonnes récoltées de maïs, un volume stable. Ce bilan positif met en valeur les progrès de la production locale et l'essor de la filière des tourteaux de soja. Malgré cette hausse notable de la production locale, l'Algérie continue de composer avec ses besoins d'approvisionnement et maintient des importations ciblées pour satisfaire l'intégralité de sa demande nationale, notamment en blé tendre.

DES NIVEAUX DE PRODUCTION INÉDITS ATTENDUS

Grâce à une pluviométrie exceptionnelle et un soutien sans précédent, l'Algérie s'apprête à enregistrer des niveaux de production inédits de blé dur et d'orge pour la campagne moissons-battages 2026. Les prévisions officielles annoncent la plus forte production de blé dur et d'orge enregistrée depuis l'indépendance. La produc-



tion de blé en Algérie pour la campagne 2025-2026 a été estimée à 4,2 millions de tonnes, selon le système mondial d'information et d'alerte précoce de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ces chiffres satisfaisants sont corroborés par le président du Conseil national interprofessionnel de la filière céréales (CCIFC) Ghani Benali, qui a confirmé le caractère exceptionnel de cette campagne. Selon lui, cette réussite est le fruit de précipitations généreuses, du travail acharné des agriculteurs et d'une mobilisation générale de l'État. Les centres de collecte des céréales de l'OAIC resteront ouverts jusqu'au 30 septembre 2026 pour clôturer la campagne. Le lancement de la

campagne labours-semences 2026-2027 s'organise en parallèle, avec le dépôt des dossiers de crédit R'fig auprès de la BADR. La transformation plus profonde de la stratégie céréalière algérienne, portée par des perspectives de récolte favorables et la volonté de desserrer l'étreinte des marchés extérieurs semble porter ses fruits. C'est ce qui ressort des dernières données publiées par la Commission européenne et relayées par Reuters, qui dressent un état précis des échanges de blé tendre, d'orge et de maïs pour la campagne 2025-2026. Au 14 juin, les exportations totales de blé tendre de l'Union européenne atteignent 22,38 millions de tonnes pour la campagne 2025/26, contre 22,05 millions la semaine précéden-

te. Ce volume affiche une progression de 7% par rapport à la même période de la campagne de 2024/25.

RÉDUIRE LA DÉPENDANCE AUX IMPORTATIONS

Sur la même période de l'année dernière, l'Algérie avait acheté 1.954.410 tonnes de blé tendre auprès de l'Union européenne. L'écart atteint 808.632 tonnes, soit un repli de 41,37% en l'espace d'une année. Cette baisse marquée s'explique avant tout par l'amélioration des perspectives de production céréalière nationale pour cette campagne. Elle s'inscrit également dans une volonté plus large de réduire la dépendance algérienne aux marchés extérieurs, dans un contexte où la multiplication des crises géopolitiques continue de peser sur les cours des matières premières. Si l'Algérie continue d'importer du blé tendre, qui sert notamment à la fabrication de la farine pour le pain, l'autosuffisance en blé dur, qui est utilisé pour fabriquer la semoule, pourrait être atteinte dès cette année. Le soutien de l'Etat a été primordial, un soutien qui concerne les semences, les engrais, le matériel, le carburant et les prêts de campagne. Pour Tarik Hartani, membre du Conseil national de la sécurité alimentaire et coordinateur de ce comité de réflexion, l'Algérie est «confrontée à l'irrégularité des précipitations, à la perturbation des cycles culturels, à la dégradation des écosystèmes et à l'érosion continue de la biodiversité agricole». Selon lui, «la communauté scientifique est appelée à développer des solutions innovantes, fondées sur la recherche, afin d'accompagner la modernisation de l'agriculture et de répondre durablement aux défis environnementaux, alimentaires et économiques auxquels le pays est confronté».

H. A.

EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Djellaoui insiste sur les délais

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, s'est enquis, hier, de l'avancement des travaux de construction du quai minéralier engagés dans le cadre du projet d'extension du port phosphatier d'Annaba. Le ministre, accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, et des autorités locales civiles et militaires, s'est penché sur l'avancement de plusieurs chantiers relevant de ce projet, notamment la pose des pieux (dont 680 sur un total de 1.332 ont été enfoncés), parallèlement aux travaux de réalisation de la barrière en pierre au niveau du mur du quai. Il a été expliqué à Djellaoui, alors qu'il inspectait l'avancement des travaux de remblai du fond marin au moyen de sable de mer, que depuis le mois de juin dernier, quelque 1,2 million de m3 ont été

remblayés à l'aide d'une embarcation flottante spécialisée. Le ministre a également inspecté les travaux de mise en place des poutres en béton armé ainsi que les préparatifs en cours pour la pose des dalles préfabriquées en béton armé qui serviront à la construction de la superstructure du quai. Djellaoui a également suivi le processus de mise en place des blocs de béton préfabriqués par la société Meditram (entreprise publique spécialisée dans les infrastructures maritimes et portuaires) à l'aide du navire «Illizi» afin de renforcer la résistance de la digue à l'action des vagues. Il s'est également intéressé à la nouvelle technique utilisée pour renforcer les couches profondes du sol, connue sous le nom de puits verticaux préfabriqués (PVD) qui servent essentiellement à accélérer la consolida-

tion des sols compressibles, notamment les argiles molles et les vases, ce qui permet de contrôler le taux de tassement du sol et de renforcer sa capacité portante pour supporter la charge de la superstructure du quai. Le ministre a donné, dans ce contexte, des instructions aux entreprises chargées de la réalisation, à l'effet d'intensifier le suivi sur le terrain et de renforcer la coordination permanente entre les différents intervenants afin de garantir l'achèvement des différents travaux dans les délais fixés. Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base effectue, sur trois jours consécutifs (15, 16 et 17 août), des visites de terrain dans les différentes gares et chantiers situés le long du projet de la ligne ferroviaire minière Est reliant le port d'Annaba à Bled El-Hadba, dans la wilaya de Tébessa, sur une distance de 422 km, à travers les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma, de Souk Ahras et de Tébessa. L'objectif consiste à évaluer l'avancement des travaux, les conditions de réalisation et le niveau de mobilisation des ressources humaines et matérielles affectées à ce projet stratégique.

localité de Dréan, où il a écouté des explications techniques sur l'avancement des travaux de cet ouvrage stratégique. Djellaoui a souligné, à cette occasion, la nécessité de renforcer davantage les chantiers et de mobiliser les ressources humaines et matérielles afin d'accélérer le rythme des travaux et d'en améliorer la productivité, tout en veillant au respect des normes de qualité et de sécurité, insistant sur l'achèvement et la livraison du projet dans les délais contractuels fixés. Il convient de rappeler que le tronçon de ligne ferroviaire minière Est traversant la wilaya de El Tarf comprend trois tunnels, dont les travaux de réalisation de deux ont été achevés et livrés, tandis que ceux du troisième tunnel se poursuivent pour être réceptionnés dans les délais impartis.

LIGNE MINIÈRE EST : RENFORCER LES CHANTIERS

Le ministre a, en outre, inspecté, hier, l'avancement du projet de ligne ferroviaire minière Est sur le tronçon traversant la wilaya d'El Tarf. Le ministre, accompagné du wali, Mohamed Meziane, des autorités locales et des élus, a inspecté, dans le cadre d'une visite de travail à El Tarf, les travaux de réalisation du tunnel n 3 au point kilométrique (PK) n 30, dans la commune de Chihani, dans le cadre du projet de contournement de la

Synthèse R. N.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VERS UNE PROCHAINE VISITE D’AISSIMI GOÏTA À ALGER

Le nouveau départ

L'éventuelle venue du président de la Transition malienne pourrait marquer une étape importante dans la normalisation des relations entre les deux pays.

Le rapprochement entre Alger et Bamako semble entrer dans une nouvelle phase. Après plusieurs mois de tensions diplomatiques, une visite du président de la Transition malienne, le général Assimi Goïta, à Alger est désormais évoquée par plusieurs médias maliens. Une éventuelle visite qui pourrait consacrer la volonté des deux pays de tourner la page de la crise et de relancer la coopération.

Selon des informations rapportées par des médias maliens, notamment Mali Média +223, le président de la Transition malienne, Assimi Goïta, aurait été invité par les autorités algériennes à effectuer une visite officielle en Algérie.

Cette éventuelle visite devrait intervenir après celle du Premier ministre malien, Abdoulaye Maïga, invité à Alger par son homologue algérien, Sifi Ghrieb. Une invitation qui constitue déjà un signal politique important après la période de tensions ayant fortement affecté les relations entre les deux pays.

Les récentes déclarations du président Abdelmadjid Tebboune semblent avoir contribué à créer les conditions d'une reprise du dialogue. Lors de son dernier entretien périodique avec la presse nationale, le chef de l'État algérien avait notamment pris soin de distinguer le président malien Assimi Goïta de certains membres de son entourage.

Abdelmadjid Tebboune avait estimé que le chef de la Transition malienne ne s'était jamais personnellement livré à des attaques ou à des insultes contre l'Algérie.



Les tensions auraient plutôt été alimentées, selon lui, par certaines prises de position de responsables maliens, contribuant à la dégradation des relations bilatérales.

Lors de la présentation du bilan des cinq années de la Transition, le Premier ministre malien Abdoulaye Maïga avait, de son côté, insisté sur les liens historiques unissant les deux pays, rappelant notamment que l'Algérie et le Mali partagent une frontière de plus de 1 300 km.

VERS UNE SORTIE DE CRISE ?

Pour le professeur de sciences politiques Mohamed Si Bachir, ce rapprochement constitue une étape importante vers une normalisation des relations algéro-maliennes. Il considère la crise récente comme un «simple nuage d'été», estimant que les intérêts géopolitiques, sécuritaires et économiques des deux pays rendent indispensable la reprise du dialogue.

Dans une intervention téléphonique sur la chaîne Le Caire News, l'analyste a expliqué qu'après la dégradation des relations avec Bamako, Alger avait privilégié une approche diplomatique progressive avec les pays du Sahel, en traitant chaque dossier séparément.

Cette démarche aurait notamment concerné le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, avant de s'étendre au Mali. L'objectif affiché serait de privilégier des solutions africaines aux crises régionales, tout en limitant les interventions extérieures.

LA RELANCE DE L'ACCORD D'ALGER

Parmi les dossiers susceptibles de revenir sur la table, figure celui de l'accord d'Alger, dénoncé par les autorités maliennes en janvier 2024.

Son éventuel retour dans les discussions ne signifierait pas nécessairement une reprise à l'identique du processus engagé

auparavant. Une nouvelle formule pourrait être envisagée, adaptée à l'évolution de la situation politique et sécuritaire au Mali ainsi qu'aux nouveaux équilibres régionaux.

La question demeure, toutefois, particulièrement sensible pour Bamako, qui a fait de la souveraineté nationale et de la lutte contre les groupes armés des priorités majeures de sa politique.

LA CARTE ÉCONOMIQUE

Au-delà des questions politiques et sécuritaires, la relance des relations algéro-maliennes pourrait également s'appuyer sur un volet économique particulièrement important.

La sécurisation de la frontière commune, le développement du commerce transfrontalier, l'énergie, les infrastructures et les échanges techniques pourraient figurer parmi les principaux sujets de discussion.

Alger et Bamako pourraient également chercher à réactiver les mécanismes de concertation ainsi que les commissions mixtes afin de donner un nouvel élan aux échanges économiques et commerciaux.

UN INTÉRÊT STRATÉGIQUE POUR BAMAKO

Pour le Mali, pays enclavé, le développement de nouvelles voies d'accès aux marchés régionaux et internationaux constitue un enjeu stratégique majeur.

Dans ce contexte, les infrastructures algériennes pourraient offrir à Bamako de nouvelles possibilités d'ouverture vers la Méditerranée et les marchés internationaux. La Route transsaharienne et les projets ferroviaires en direction du Grand-Sud algérien pourraient notamment jouer un rôle important dans cette perspective.

L'éventuelle visite d'Assimi Goïta à Alger pourrait ainsi dépasser le simple cadre protocolaire. Elle pourrait constituer un véritable test de la volonté politique des deux capitales de reconstruire une relation mise à rude épreuve ces dernières années.

Smail ROUHA

SÉCURITÉ, DÉVELOPPEMENT ET CONNECTIVITÉ

L'approche d'Alger fondée sur des projets concrets

Le retour de l'Algérie au premier plan dans la région du Sahel s'inscrit désormais dans une démarche qui dépasse les déclarations politiques. Il se traduit par un renforcement progressif de la coopération sécuritaire, diplomatique et économique avec plusieurs pays de la région, dans le cadre d'une vision visant à consolider la stabilité et à favoriser une intégration africaine fondée sur des intérêts mutuels.

Cette dynamique a été au cœur de l'émission «Point d'ancrage», diffusée vendredi soir par la chaîne Algérie Internationale, qui a réuni plusieurs experts militaires, politiques et spécialistes des questions sahéliennes. Les intervenants ont notamment examiné le repositionnement de l'Algérie dans son environnement sahélien, marqué par la multiplication des défis sécuritaires, économiques et géopolitiques.

Le professeur Hamoud Salhi, spécialiste des sciences politiques et des relations internationales à l'Université de Californie, a expliqué que l'approche algérienne repose sur deux dimensions complémentaires : la sécurité et le développement. La première répond à la nécessité de protéger le territoire national et de sécuriser

les longues frontières de l'Algérie avec les pays du Sahel. La seconde vise à contribuer à la création d'un environnement régional stable, favorable au développement économique et social.

Cette démarche s'appuie, selon lui, sur le respect de la souveraineté des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et la recherche d'intérêts communs. Dans ce cadre, l'expérience algérienne en matière de règlement des crises, notamment à travers la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, pourrait constituer une source d'inspiration pour certains pays de la région. La logique du partenariat «gagnant-gagnant» apparaît ainsi comme un élément central de la stratégie défendue par Alger. Pour le chercheur malien spécialisé dans les questions sahéliennes Mohamed Ouis El-Mehri, les évolutions récentes ont confirmé l'importance du rôle de l'Algérie dans la région. Le vide apparu ces dernières années n'aurait pas pu être durablement comblé par d'autres acteurs, y compris certains partenaires traditionnels des pays du Sahel.

L'Algérie bénéficie, selon lui, de plusieurs atouts : sa proximité géographique, son expérience historique et son

approche privilégiant le dialogue, le réalisme et le pragmatisme. Cette dynamique se traduit par le développement des relations politiques, sécuritaires et économiques avec plusieurs pays, notamment le Mali et le Niger, alors que de nombreux dossiers régionaux restent sensibles.

LA COOPÉRATION SÉCURITAIRE COMME PRÉALABLE

Le général tunisien Taoufik Didi, expert militaire et stratégique, a souligné que les menaces auxquelles fait face le Sahel ne peuvent être combattues par des réponses isolées. Terrorisme, criminalité organisée, trafics transfrontaliers et migrations irrégulières sont des phénomènes qui dépassent les frontières nationales et nécessitent une coordination accrue entre les États.

Grâce à sa position géographique, à l'étendue de ses frontières et à son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie dispose d'atouts importants pour contribuer à cette coopération. Le renforcement de la sécurité régionale constitue également une condition essentielle à la réalisation des échanges économiques et des grands projets d'infrastructures.

LES INFRASTRUCTURES AU CŒUR DE L'INTÉGRATION

Au-delà des volets politique et sécuritaire, les infrastructures constituent un levier essentiel du rapprochement entre l'Afrique du Nord et le Sahel. La Route transsaharienne et le projet de gazoduc transsaharien peuvent améliorer la connectivité régionale, faciliter la circulation des personnes et des marchandises et stimuler les échanges intra-africains.

Pour les intervenants, ces projets peuvent également contribuer à renforcer l'autonomie des pays sahéliens et à réduire leur vulnérabilité face aux influences extérieures. Le développement économique apparaît ainsi comme un facteur de stabilité durable.

Le Mali et le Niger disposent d'importantes ressources naturelles, mais leur faible valorisation locale et le déficit d'infrastructures et de services publics alimentent les fragilités économiques et sociales. Dans ce contexte, les projets de coopération soutenus par l'Algérie pourraient renforcer l'interdépendance régionale et favoriser une intégration économique progressive.

S. R.

CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION

L'ère des partenariats stratégiques

Portée par l'évolution de la réglementation et le développement du modèle SKD, cette transformation accélère l'assemblage local et redéfinit les stratégies des fabricants internationaux.

Le marché algérien du chauffage, de la ventilation et de la climatisation (HVAC) connaît une transformation profonde. L'évolution du cadre réglementaire et le développement du modèle Semi-Knocked Down (SKD) encouragent progressivement les fabricants internationaux à repenser leur stratégie d'accès au marché algérien.

Le principe du SKD consiste à importer des équipements partiellement démontés ou préassemblés, puis à les finaliser localement. Au-delà de l'assemblage, ce modèle s'inscrit dans une politique industrielle visant à réduire la dépendance aux produits finis importés, développer les compétences locales et favoriser le transfert de technologies.

Le développement parallèle des modèles SKD et CKD (Completely Knocked Down) conduit ainsi les industriels à revoir leurs chaînes d'approvisionnement, leurs processus de production et leur organisation. La logique évolue : il ne s'agit plus seulement d'importer et de commercialiser des équipements, mais de construire une présence industrielle et commerciale intégrée au tissu économique national.

LE PARTENARIAT LOCAL DEVIENT STRATÉGIQUE

Dans ce nouvel environnement, les groupes internationaux recherchent des partenaires algériens disposant d'infrastructures, de compétences techniques et d'une bonne connaissance du marché. Cette approche permet notamment de faciliter l'adaptation aux exigences locales, d'accéder plus rapidement à des capacités d'assemblage et de distribution et de limiter certains investissements initiaux.



Pour les entreprises algériennes, ces collaborations représentent une opportunité de renforcer leurs capacités industrielles, d'accéder à de nouvelles technologies et de développer leur expertise.

Selon le site «brgbuildingsolutions.com», plusieurs alliances illustrent cette dynamique : DistriPol Ariston Algérie avec Ariston Group (Chaffoteaux), Eurl Guetthermique avec Immerfin (Immergas), Technotherm SARL avec Bosch (Junkers), ainsi que LG Electronics Algérie avec LG et Sinova avec Samsung. Condor s'inscrit également dans cette tendance avec des collaborations avec Hisense et Daikin.

Le partenaire local n'est donc plus uni-

quement un distributeur. Il peut intervenir dans l'assemblage, la production, la logistique, la distribution, le service après-vente et l'intégration industrielle de la marque.

LA CONNAISSANCE DU MARCHÉ, UN ATOUT MAJEUR

Dans le secteur HVAC, la connaissance du marché algérien constitue un avantage déterminant. Les besoins varient selon les régions, les conditions climatiques, les caractéristiques des bâtiments et les habitudes de consommation. Les acteurs locaux maîtrisent également les circuits de distribution, les attentes des clients et les pratiques commerciales.

Une implantation locale peut ainsi amé-

liorer la réactivité commerciale, réduire certains délais logistiques et favoriser une meilleure disponibilité des équipements.

LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AU CŒUR DES ALLIANCES

Les partenariats industriels peuvent permettre aux entreprises algériennes de développer leur savoir-faire dans l'assemblage, le contrôle qualité, la maintenance et la gestion industrielle. Ils peuvent également contribuer à la création d'emplois directs et indirects dans l'assemblage, la logistique, la distribution et les services techniques.

Toutefois, la réussite du modèle SKD nécessite une organisation rigoureuse. Le maintien des standards internationaux de qualité, la formation des équipes, la sécurisation des approvisionnements et la maîtrise des coûts logistiques constituent des enjeux essentiels. Le suivi de l'évolution réglementaire reste également indispensable.

VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE PRÉSENCE

La montée en puissance du SKD marque une nouvelle étape pour le marché HVAC algérien. Elle favorise les partenariats entre groupes internationaux et entreprises locales et ouvre des perspectives en matière de transfert de technologie, de compétences et de développement industriel.

À terme, la capacité à s'intégrer dans l'écosystème algérien, à construire des partenariats durables et à développer une véritable proximité industrielle pourrait devenir l'un des principaux facteurs de compétitivité des acteurs du secteur.

R. N.

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS D'IMPORTATION

L'urgence d'un traitement rapide des dossiers

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a inspecté, hier, les bureaux des plateformes numériques, dans le cadre du suivi direct du fonctionnement des différents systèmes numériques. Il s'est notamment enquis du rythme de traitement, d'examen et de validation des programmes prévisionnels d'importation.

Le ministre a également pris connaissance, au niveau de la plateforme numérique dédiée au traitement des préoccupations des opérateurs économiques, du rythme de réception des différentes requêtes enregistrées sur la plateforme, ainsi que du niveau de leur prise en charge et de leur suivi.

Dans ce cadre, Kamel Rizeq a donné des instructions pour assurer une prise en charge rapide et efficace des préoccupations des opérateurs économiques, ainsi qu'un suivi continu, tout en renforçant la coordination entre les différents services et organismes concernés. Cette démarche vise à améliorer l'accompagnement des opérateurs économiques et à assurer une meilleure prise en charge de leurs préoccupations.

Le ministre a également souligné l'importance d'une exploitation optimale des données et des indicateurs fournis par les plateformes numériques, considérés comme un outil essentiel pour assurer un suivi précis et en temps réel des différentes opérations. Cela permettra notamment de mieux suivre l'évolution des dossiers et d'accélérer la prise de décision.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

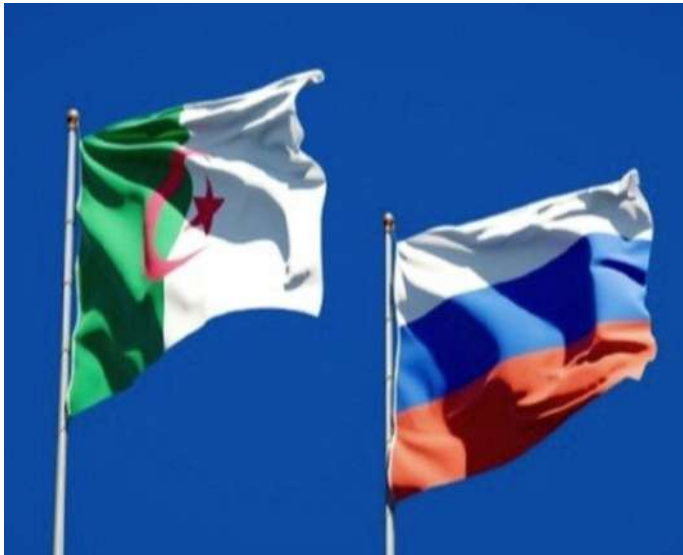
Une mission moscovite à Alger en octobre

Des entreprises de la région de Moscou s'apprentent à participer à une mission commerciale multisectorielle en Algérie, prévue en octobre 2026. L'initiative devrait favoriser la mise en relation entre opérateurs russes et algériens et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique. En effet, le Fonds de soutien aux activités de commerce extérieur de la région a lancé les inscriptions à destination des entreprises souhaitant développer leurs exportations et prospecter le marché algérien.

Cette initiative traduit l'intérêt croissant des entreprises russes pour le marché algérien, qui constitue un débouché important en Afrique du Nord et un potentiel point d'entrée vers d'autres marchés du continent.

DES OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

La mission devrait permettre aux opérateurs algériens d'entrer directement en contact avec des entreprises de différents secteurs de la région de Moscou. Les participants russes auront notamment l'occasion de présenter leurs produits et services, d'identifier



des partenaires locaux et d'engager des discussions autour de projets de coopération.

Pour les entreprises algériennes, ces rencontres peuvent représenter une opportunité de diversifier leurs fournisseurs et leurs partenaires internationaux, mais également d'explorer de nouvelles possibilités dans les domaines de l'industrie, des technologies, des équipements, des services et d'autres secteurs d'activité.

Les échanges directs entre opérateurs économiques devraient également faciliter

l'identification de projets communs et la conclusion de nouveaux partenariats commerciaux.

FACILITER L'ACCÈS AU MARCHÉ ALGÉRIEN

La mission commerciale s'inscrit dans une démarche de développement des échanges économiques entre la Russie et l'Algérie. Pour les entreprises de la région de Moscou, l'objectif est notamment de faciliter l'accès au marché algérien en réduisant le temps et les coûts consacrés à la recherche de

partenaires locaux.

Pour les entreprises moscovites participantes, cette mission sera l'occasion de présenter leurs produits et services à des potentiels partenaires algériens, de rencontrer des acheteurs et des représentants d'entreprises locales et d'engager des discussions sur de futures collaborations.

La mission doit également permettre aux entreprises russes de mieux comprendre les opportunités offertes par le marché algérien et d'étudier les conditions nécessaires au développement de leurs activités dans le pays.

Selon le Fonds, ce type de mission contribue à réduire le temps et les coûts liés à la recherche de partenaires commerciaux étrangers, tout en facilitant l'établissement de contacts directs entre les entreprises.

Du côté algérien, cette initiative pourrait constituer une occasion supplémentaire de renforcer les relations économiques avec la Russie, en favorisant des contacts directs entre entreprises et en identifiant de nouvelles opportunités de coopération et d'investissement.

R. N.

L'EUROPE PEINE À RECONSTITUER SES STOCKS DE GAZ

Course contre l'hiver

Entre tensions géopolitiques, perturbations des approvisionnements et concurrence accrue pour le GNL, les marchés européens disposent d'une marge de sécurité réduite face à une éventuelle hausse de la demande et des prix.

L'Europe aborde l'hiver avec des stocks de gaz particulièrement faibles, autour de 59 % au 10 août, soit leur plus bas niveau pour cette période depuis 2009. La hausse de la demande liée au chauffage, à l'industrie et à l'électricité pourrait rapidement réduire ces réserves. À cela s'ajoutent les tensions au Moyen-Orient et les risques sur les flux énergétiques via le détroit d'Ormuz. Toute perturbation durable des flux de gaz naturel liquéfié (GNL) ou des autres approvisionnements énergétiques pourrait avoir des conséquences importantes sur le marché européen. L'Europe, qui a considérablement renforcé son recours au GNL depuis la réduction des importations de gaz russe, reste particulièrement sensible à l'évolution des disponibilités sur le marché mondial.

La pression sur le marché européen est également alimentée par la concurrence internationale pour les cargaisons de GNL. Les acheteurs asiatiques cherchent à sécuriser leurs approvisionnements afin de compenser les perturbations affectant les exportations du Qatar, l'un des principaux producteurs mondiaux de GNL.

Cette concurrence entre l'Europe et l'Asie pourrait rendre l'accès aux cargaisons supplémentaires plus coûteux, particulièrement si les températures hivernales augmentent simultanément la demande sur les deux marchés. Dans un tel scénario, les fournisseurs de GNL pourraient privilégier les destinations offrant les prix les plus élevés, accentuant la pression sur les acheteurs européens.



FORTE CONSOMMATION ESTIVALE

À ces difficultés s'ajoute une hausse de la consommation européenne de gaz durant l'été. Les vagues de chaleur successives ont entraîné une augmentation de la demande d'électricité destinée à la climatisation. Dans plusieurs marchés, les centrales à gaz ont été davantage sollicitées pour répondre aux besoins du réseau électrique lors des périodes de forte consommation.

Cette consommation supplémentaire

intervient précisément au moment où les pays européens cherchent normalement à maximiser les injections de gaz dans leurs installations de stockage avant l'hiver. Chaque volume consommé pendant l'été représente donc une quantité qui ne peut pas être injectée dans les réserves.

UN DOUBLE DÉFI

L'Europe fait face à un double défi énergétique : reconstituer rapidement ses stocks de gaz avant l'hiver et sécuriser des approvisionnements supplémentaires de

GNL sur un marché mondial très concurrentiel. Un hiver froid, une perturbation des flux ou une forte demande en Asie pourraient accentuer la pression sur les réserves et les prix. À l'inverse, des températures clémentes et des importations de GNL plus soutenues offriraient davantage de marge. Le niveau des stocks avant l'hiver sera ainsi un indicateur clé de la résilience énergétique européenne.

LE RÔLE STRATÉGIQUE DE L'ALGÉRIE

Dans un contexte de tensions sur les approvisionnements énergétiques, l'Algérie occupe une position stratégique pour l'Europe grâce à sa proximité géographique, ses infrastructures et ses importantes capacités d'exportation de gaz. Les gazoducs TransMed et Medgaz, ainsi que les exportations de GNL, lui permettent d'approvisionner plusieurs marchés européens.

Cette position pourrait se renforcer à l'approche de l'hiver, notamment avec le développement des relations énergétiques avec l'Allemagne. L'Algérie peut ainsi contribuer à réduire les risques de pénurie et à diversifier les sources d'approvisionnement européennes, même si elle ne peut, à elle seule, compenser une éventuelle baisse des stocks ou une forte hausse de la demande.

Ainsi, la crise énergétique constitue pour l'Algérie une opportunité de consolider son statut de fournisseur majeur de l'Europe et de renforcer le partenariat énergétique algéro-européen.

SONATRACH ACCÉLÈRE AU SAHEL

Premières livraisons de Jet A1 au Niger

La compagnie nationale Sonatrach a franchi une nouvelle étape dans son partenariat avec la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidép), avec le lancement de la commercialisation conjointe du pétrole brut nigérien « Meleck ».

Selon un communiqué de Sonatrach, une première cargaison de ce brut a été chargée, le 14 août 2026, au terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'accord de commercialisation conjointe conclu entre les deux compagnies.

Pour Sonatrach, cette première opération constitue une concrétisation de sa stratégie visant à renforcer sa présence sur le marché africain et à mettre son expertise dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures au service de ses partenaires du continent.

Le groupe algérien souligne également que ce partenariat avec Sonidép s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations économiques entre l'Algérie et le Niger. Il traduit, selon la même source, la volonté des deux parties de développer des



partenariats durables et de créer des opportunités mutuellement bénéfiques.

Cette opération intervient au lendemain du lancement des travaux de forage du puits d'exploration « Kafra Sud-Est 1 », dans la région d'Agadez, au nord du Niger. La cérémonie s'est déroulée en présence du Premier ministre algérien, Sifi Ghrieb, et de

son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine.

Les relations algéro-nigériennes connaissent, depuis plusieurs mois, une nouvelle dynamique. Elles se sont notamment renforcées à la faveur de la visite de travail effectuée en février dernier à Alger par le président nigérien, Abdourahmane Tiani, qui avait rencontré le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Sur le volet énergétique, l'Algérie avait également marqué sa présence au Niger à travers Sonelgaz, qui a mis en service, en juin dernier, une centrale de production d'électricité à Niamey.

Cette réalisation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la deuxième session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne de coopération, tenue les 23 et 24 mars 2026 à Niamey.

À travers ces différentes initiatives, Alger et Niamey entendent donner un nouvel élan à leur coopération dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures et des infrastructures, avec une volonté affichée de renforcer les partenariats économiques entre les deux pays.

BORDJ BOU ARRERIDJ

L'électronique à la conquête des marchés

La Foire nationale des produits électroniques et électroménagers se tiendra du 24 au 26 septembre 2026 à Bordj Bou Arreridj, à l'initiative du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la

wilaya.

Placée sous le slogan « De l'Algérie... nous créons de la valeur et renforçons les exportations », cette manifestation vise à promouvoir les produits et les marques algériennes, à valoriser les capacités indus-

trielles nationales et à encourager les entreprises à développer leurs exportations. La foire constituera également un espace d'échange et de partenariat entre les opérateurs économiques, avec pour objectif de renforcer le « Made in Algeria »

et de faciliter l'accès des produits nationaux à de nouveaux marchés internationaux. Les opérateurs intéressés peuvent s'inscrire via le site du ministère : https://mcepe.gov.dz/foire_bordj_bou_arreridj.

SINA PARIS 2026

Le salon immobilier de la diaspora algérienne

Du 23 au 25 octobre 2026, l'Espace Charenton accueillera la 5^e édition de SINA Paris, dédiée à l'immobilier neuf algérien. L'événement réunira promoteurs, investisseurs et experts afin de présenter des programmes immobiliers dans plusieurs régions d'Algérie et d'accompagner la diaspora dans ses projets d'achat. Pendant trois jours, les visiteurs pourront comparer les offres, échanger directement avec les promoteurs et obtenir des informations sur le financement, les démarches juridiques et la fiscalité des non-résidents. SINA Paris s'inscrit ainsi parmi les principaux rendez-vous permettant à la diaspora algérienne de préparer, depuis la France, un projet immobilier en Algérie.

FOURNITURES SCOLAIRES

Le Made in Algeria à Annaba

L'exposition nationale des fournitures scolaires et de la papeterie de fabrication locale se tiendra à Annaba du 10 au 14 septembre 2026, à l'initiative du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec les services de la wilaya. L'événement vise à promouvoir les produits et marques algériens, à valoriser les capacités des fabricants nationaux et à encourager la substitution des importations par la production locale. Les opérateurs économiques souhaitant participer sont invités à s'inscrire via le site du ministère : Inscription à l'exposition d'Annaba.



MASCARA
200 logements attribués

Deux cents (200) logements promotionnels aidés (LPA) ont été distribués, jeudi dans la ville de Mascara, indique un communiqué de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya. La même source précise que cette opération, supervisée par l'Office, a été marquée par la remise des clés aux bénéficiaires de ce quota de logements, réalisé dans le quartier Khessibia, au nord de la ville de Mascara, ainsi que les décisions d'attribution. Ce quota de logements distribués s'inscrit dans le cadre du programme de logements promotionnels aidés (LPA) de la wilaya, géré par l'Office de promotion et de gestion immobilière, a fait savoir le communiqué. Par ailleurs, plus de 1.300 logements sont actuellement en cours de réalisation dans le cadre des deux formules, ancienne et nouvelle, du logement promotionnel aidé. Ces logements sont répartis à travers différentes communes de la wilaya, avec des taux d'avancement des travaux compris entre 40 et 90 pour cent, indiquent les services de la wilaya. Il est à rappeler que la wilaya de Mascara a bénéficié, depuis 2020 et jusqu'à la fin du premier semestre de l'année en cours, de plus de 3.000 logements promotionnels aidés, dans le cadre de la nouvelle formule relevant du programme du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire.



MASCARA
La production des fruits en hausse

La wilaya de Mascara devra enregistrer une hausse de la production des fruits d'été au titre de la campagne agricole en cours 2025-2026, avec une production prévisionnelle de plus de 397.700 quintaux, contre plus de 370.000 quintaux durant la campagne précédente, selon la direction des services agricoles (DSA). Cette hausse prévisionnelle de la production s'explique par l'augmentation des superficies cultivées entrées en production au cours de cette campagne agricole, ainsi que par l'augmentation des volumes d'eau destinés à l'irrigation, grâce notamment à l'accroissement du nombre de puits souterrains dans la région, a fait savoir la même source, estimant la superficie totale en production consacrée aux fruits d'été à plus de 6.300 hectares. Les prévisions des subdivisions agricoles déléguées indiquent que le rendement moyen des fruits d'été durant cette campagne devrait se situer entre 55 et 77 quintaux à l'hectare, selon la DSA. Les variétés de fruits dont la production est attendue au cours de cette campagne sont notamment la pêche, la nectarine, l'abricot, la cerise, la figue de Barbarie, la pomme et le raisin. Par ailleurs, à la prochaine campagne agricole, la DSA projette de mettre en œuvre, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, un programme de vulgarisation agricole visant à promouvoir la filière de l'arboriculture fruitière.

Une affluence notable de visiteurs est enregistrée depuis le début de la saison estivale en cours au niveau de la plage artificielle du complexe touristique «Etoile de l'Est», situé à Bordj Mehiris, dans la commune d'Ain Abid.

Ces visiteurs affluent de différentes wilayas du pays, ainsi que des Algériens établis à l'étranger, en cette période de grande chaleur, a indiqué à l'APS le propriétaire du complexe, Faouzi Sahraoui. Érigée sur une superficie de 7000 m² et dotée de sable naturel, cette plage artificielle qui utilise quelque 1.800 m³ d'eau, avec une station de filtration moderne, offre un service de qualité aux baigneurs avec la mobilisation de trois points de vente restauration. Le complexe dispose également d'une piscine, d'un grand fast-food de 100 places, d'un restaurant (200 places), d'un café avec «khaïma» (250 places), des espaces verts, ainsi que d'un espace de camping «bungalow» d'une capacité d'accueil globale de 100 lits, où 3.000 personnes ont été hébergées depuis début juin dernier. Une salle de jeux de dernière génération, destinée aux enfants et adultes, a été nouvellement ouverte au grand bonheur des visiteurs. Rencontrés sur les lieux, des visiteurs considèrent que cette plage artificielle constitue un véri-



table atout dans la wilaya de Constantine et offre une alternative aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer vers les villes côtières. Le complexe dispose d'une association spécialisée dans la formation en équitation qui est en pleine expansion, ayant enregistrée récemment 50 jeunes adhérents pour bénéficier d'une formation spécialisée en la matière. Cette initiative vise à valoriser l'élevage équin, héritage séculaire de la région, tout en offrant de nouvelles perspectives de création d'emplois pour des jeunes, a fait savoir, M. Sahraoui. Ce club équestre propose également diverses compétitions de sports équestres dont l'organisation des compétitions de saut d'obstacles. Destiné à promouvoir le tourisme agricole et rural, le complexe fait partie d'une exploitation agricole intégrée de 200 hectares dont 140 ha pour la céréaliculture et les légumi-

neuses, ainsi que 60 ha dédiés à l'arboriculture fruitière. Il s'agit d'une exploitation agricole qui renferme également une activité apicole forte de 120 ruches, un équipement frigorifique d'une capacité de 4.000 m³ et trois puits destinés à l'irrigation des cultures agricoles.

BIENTÔT UN CENTRE DE LOISIR À ALI MENDJELI
En outre, les travaux du projet de réalisation d'un Centre de loisirs scientifiques seront «prochainement» lancés, à la circonscription administrative Ali Mendjeli, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les infrastructures destinées à la jeunesse et à diversifier les espaces dédiés aux activités scientifiques, éducatives et récréatives dans cette ville, a précisé la cellule de communication de la wilaya. Une fois opérationnelle, la futu-

re infrastructure renforcera les équipements publics de la circonscription administrative Ali Mendjeli, qui connaît une importante expansion urbaine et démographique, à travers la mise en place d'espaces adaptés aux besoins des jeunes, selon la même source. Le futur centre est appelé à constituer un espace dédié à la vulgarisation scientifique, à l'apprentissage, à la découverte et aux loisirs, offrant aux jeunes un cadre propice au développement de leurs connaissances et à l'organisation d'activités à caractère scientifique et éducatif, a-t-on souligné. La réalisation de cet équipement contribuera également à accompagner le développement de cette ville par des infrastructures répondant aux besoins de sa population, notamment en matière d'animation, d'éducation scientifique et de loisirs, a-t-on indiqué.

R. R/APS

BLIDA
Le réseau de DAB renforcés

Le réseau des services postaux de la wilaya de Blida a été renforcé depuis le début de l'année en cours (2026) avec 11 nouveaux distributeurs automatiques de billets, installés dans plusieurs communes à forte densité de population, a fait savoir la direction locale de la Poste et des Télécommunications. La même source a précisé que, dans le cadre des efforts visant à améliorer les services de la poste et des télécommunications et à les rapprocher des citoyens, notamment en facilitant les opérations de retrait d'argent en espèce, afin d'alléger la pression sur les guichets postaux, 11 distributeurs automatiques de billets ont été installés au cours du premier semestre de l'année en cours. Il est détaillé, dans ce contexte, que deux distributeurs ont été installés au bureau de poste principal du chef-lieu de wilaya et deux à Meftah, tandis que les autres ont été installés dans les quartiers d'Aboudi Blida, Khazrouna, Hammam Melouane, Boufarik, Oued Alleug et Beni Merad. Ces nouveaux distributeurs automatiques s'ajoutent aux 8 déjà installés en 2025 dans les bureaux de poste des quartiers Khedem à Chebli, Marrakchi à Ouled Salama, Fetal à Ouled Aïch, ainsi que dans la

cité 500 logements à Meftah, Maâsouma à Bouinan, Aïn Aïcha à Ben Khalil, Ben Chabane à Boufarik et à Bougara. Cette opération s'inscrit dans le cadre du processus de développement et de modernisation du réseau postal de la wilaya, qui a été renforcé depuis 2020 par l'inauguration de 30 bureaux de poste, ainsi que de la mise en service de 34 distributeurs automatiques de billets. A noter que les 25 communes de la wilaya de Blida comptent un total de 104 bureaux de poste et 65 distributeurs automatiques de billets.

MILA
Dix tronçons routiers aménagés

Dix tronçons de chemins communaux (CC) dégradés ont fait l'objet de travaux d'aménagement dans la commune de Bouhatem, selon le président de l'Assemblée populaire de cette collectivité locale, El Hadj Guelout. Le même responsable a précisé à l'APS que l'aménagement de ces tronçons d'une longueur allant de 700 mètres à 2,5 km chacun permet de faciliter les mouvements des citoyens habitant les agglomérations secondaires et mechtas de cette commune à l'instar d'Ain Hamra, d'El Metahar, d'Ouled Zerafa et de

Tarmasset. Ces opérations ont été prises en charge dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du Programme de développement socio-économique des communes de l'exercice 2026, selon la même source. L'année en cours a connu également l'ouverture de plusieurs pistes rurales afin de désenclaver les localités reculées, a ajouté la même source. Le président de l'APC de Bouhatem a également fait part du lancement des travaux d'aménagement du stade communal qui sera réceptionné «avant le début de l'année prochaine» ainsi que de la prochaine réception de six nouveaux stades de proximité dont les travaux touchent à leur fin.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

La campagne nationale de prévention se poursuit

Les efforts déployés sur le terrain comprennent «des opérations de sensibilisation destinées aux conducteurs, aux familles, aux estivants et aux enfants, afin de rappeler l'importance de respecter le Code de la route et les limitations de vitesse, d'éviter les dépassements et les manœuvres dangereuses et l'utilisation du téléphone portable au volant...»

La campagne nationale de prévention des accidents de la route durant la saison estivale 2026 se poursuit à travers les différentes wilayas du pays, avec la participation de l'ensemble des organismes concernés, dans le but de renforcer la sensibilisation aux règles de sécurité routière, aux dispositions du nouveau Code de la route et de réduire les accidents de la circulation, indique, samedi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. «En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à renforcer la prévention des accidents de la route et à intensifier les opérations de sensibilisation aux règles de sécurité routière, notamment aux dispositions du nouveau Code de la route, les efforts soutenus se poursuivent sur le terrain, dans le cadre de la campagne nationale de prévention des accidents de la route durant la saison estivale 2026», précise la même source. Cette campagne se poursuit dans l'ensemble des wilayas du pays «avec la participation des différents acteurs et intervenants, notamment les services de la



Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile, ainsi que des différents services et organismes concernés, à travers l'intensification des opérations de prévention et de sensibilisation, et le renforcement de la présence sur le ter-

rain afin d'accompagner les usagers de la route, en particulier durant la période estivale marquée par une hausse des déplacements». Les efforts déployés sur le terrain comprennent «des opérations de sensibilisation destinées aux conducteurs, aux

familles, aux estivants et aux enfants, afin de rappeler l'importance de respecter le Code de la route et les limitations de vitesse, d'éviter les dépassements et les manœuvres dangereuses et l'utilisation du téléphone portable au volant, ainsi que les risques liés à la fatigue et à l'épuisement pendant la conduite», ajoute la même source.

De plus, «les interventions et les messages de sensibilisation à travers les médias, notamment les chaînes de télévision et de radio, se poursuivent afin de faire connaître les dispositions du nouveau Code de la route et d'expliquer les principales règles et mesures que les usagers de la route doivent respecter, en vue de sensibiliser le plus grand nombre possible d'usagers de la route et de renforcer la prise de conscience des risques liés aux comportements routiers dangereux». Cette mobilisation nationale traduit «l'unification des efforts des différents acteurs et le renforcement de l'action conjointe sur le terrain et dans les médias, afin d'ancrer une culture de la sécurité routière et de réduire les accidents de la circulation», conclut le communiqué.

CONCOURS POUR LE GRADE D'ANIMATEUR DE JEUNESSE DANS LES ZONES FRONTALIÈRES 173 recours retenus

Le ministère de la Jeunesse a annoncé l'acceptation de 173 recours introduits par des candidats souhaitant participer au concours d'accès au grade d'éducateur principal chargé de l'animation de jeunesse, nouvellement créé au profit des jeunes des zones frontalières, indique, vendredi, un communiqué du ministère qui a souligné en outre que ce concours se déroulera dimanche prochain. Dans le cadre de la fina-

lisation des procédures du concours sur épreuves pour l'accès à la formation spécialisée qualifiante au grade d'éducateur principal chargé de l'animation de jeunesse, nouvellement créé au profit des jeunes des zones frontalières, le ministère de la Jeunesse a annoncé la publication de la liste nominative des candidats dont les recours ont été retenus, au nombre de 173, précise la même source. Un total de 197

recours avaient été déposés, dont la plupart concernaient la fourniture de certains documents manquants lors de l'opération d'inscription, selon la même source. Pour consacrer le principe d'égalité des chances et permettre aux jeunes concernés de compléter leurs dossiers et de faire examiner leur situation sur la base des pièces fournies, les services compétents ont étudié les recours et les pièces qui y étaient jointes,

conformément aux conditions et procédures en vigueur. A l'issue de cet examen, 173 recours ont été acceptés et 24 rejetés pour non-satisfaction des conditions requises, ajoute le communiqué. A ce titre, le ministère de la Jeunesse a souligné que la liste publiée «concerne exclusivement les candidats ayant introduit un recours et dont celui-ci a été accepté, et ne constitue donc pas la liste générale des candidats admis à partici-

per au concours». Le ministère a également rappelé que les épreuves écrites auront lieu dimanche prochain au niveau des centres d'examen indiqués sur les convocations officielles. Les épreuves orales sont prévues les 6, 7 et 8 septembre prochain. Le ministère a appelé les candidats concernés à consulter les listes et leurs convocations et à respecter les dates et les centres d'examen indiqués.

INCENDIES

26 feux éteints en 24 heures

La Direction générale de la Protection civile a annoncé l'extinction de 26 incendies ayant touché le couvert végétal à travers plusieurs wilayas du pays, au cours des dernières 24 heures. Selon le bilan de la Protection civile, arrêté hier à 7h00, un total de 27 incendies de végétation, de récoltes agricoles et de palmeraies ont été enregistrés durant cette période. Les unités de la Protection civile sont parvenues à maîtriser 26 incendies, tandis qu'une opération d'extinction reste en cours pour un feu ayant touché des broussailles et des maquis dans la zone de Fouia, dans la wilaya de Jijel. La Protection civile précise que cet incendie ne présente aucun danger.

UNE FAMILLE DÉPOUILLÉE DE 85 TÊTES DE BÉTAIL

Un appel aux témoins est lancé

Un raid d'une rare violence a frappé une famille de la wilaya d'Oum El Bouaghi vendredi matin. Selon les informations qui circulent, douze individus organisés en deux groupes distincts ont simultanément agressé les membres du foyer et le gardien du cheptel, avant de repartir avec 85 têtes de bétail chargées dans trois grands camions. Des bijoux et une somme d'argent ont également disparu dans l'opération. Les autorités com-

pétentes n'ont pas encore officiellement confirmé ces éléments. Tout commence vers 21h30, lorsqu'un membre de la famille découvre un inconnu devant son domicile. Une altercation éclate. Cinq complices, restés en retrait jusque-là, surgissent alors et s'acharnent sur le propriétaire des lieux. La violence ne s'arrête pas là. Sa mère, une femme âgée, intervient pour tenter de les arrêter, mais les assaillants s'en prennent également à elle et lui

arrachent de force ses boucles d'oreilles. Pendant ce temps, un second groupe opère de son côté. Sa cible : le travailleur chargé de surveiller le cheptel. Menacé avec une arme, ligoté, puis dépouillé de son argent, il ne peut qu'assister, impuissant, à ce qui se passe autour de lui. La simultanéité des deux actions ne laisse guère de place au hasard. Au total, ce sont 82 brebis et 3 béliers qui ont été volés, selon le récit diffusé. Le butin animal a été

chargé méthodiquement dans trois grands camions, visiblement préparés à l'avance pour transporter un tel volume. L'argent et les bijoux dérobés aux membres de la famille ont complété le butin avant la fuite du groupe. Cette famille a lancé un appel aux citoyens : elle invite toute personne ayant été témoin des faits ou disposant d'informations susceptibles d'aider à identifier les auteurs à se manifester et à témoi-gner.

HADJ 2027

Début hier du tirage au sort

Le tirage au sort pour arrêter les listes définitives des pèlerins concernés par la saison du hadj 2027 a débuté, hier, au niveau des différentes communes du pays. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports avait

annoncé que le tirage au sort se déroulerait «au niveau des sièges des APC ou de tout autre lieu approprié désigné par les autorités locales», invitant les concernés à suivre le déroulement de cette opération. L'Office national du pèlerinage et de la

omra (ONPO) a dévoilé, récemment, la liste définitive des agences de tourisme et de voyages retenues pour l'organisation de l'opération du hadj 2027, dont le nombre s'élève à 55 agences. L'Office a précisé que la liste définitive des agences de voyage et

de tourisme habilitées à organiser l'opération du hadj pour la prochaine saison a été arrêtée selon les aéroports de départ agréés, à savoir Alger, Oran, Constantine, Tlemcen, Batna, Ouargla, Annaba, Ghardaïa, Laghouat et Tamanrasset.

IL DÉCLARE QUE LE DÉTROIT D'ORMUZ SERA UN TERRITOIRE AMÉRICAIN Trump provoque encore une fois l'Iran

En déclarant vouloir proclamer le détroit d'Ormuz « territoire des Etats-Unis » après la guerre Donald Trump fait réagir Téhéran. « Le détroit d'Ormuz (...) restera iranien » et ne sera ouvert ou fermé « que sur ordre de l'Iran », a répliqué Kazem Gharibabadi, vice-ministre des affaires étrangères iranien.

Simple boutade ou pas, Donald Trump a provoqué une réponse immédiate de Téhéran après avoir déclaré vouloir mettre le détroit d'Ormuz sous giron américain à l'issue de la guerre. « Une fois que nous aurons fini de battre l'Iran, qui est en train de subir une défaite cuisante, bientôt je déclarerai le détroit d'Ormuz comme étant un territoire des Etats-Unis », a ainsi affirmé le président américain, avec un très léger sourire, vendredi 14 août, lors d'un meeting devant des forces de l'ordre à Garden City, près de New York. « Le détroit d'Ormuz a été iranien, est iranien et restera iranien », a écrit en réaction, sur X, le vice-ministre des affaires étrangères iranien, Kazem Gharibabadi. « Ce détroit ne sera ouvert et fermé que sur ordre de l'Iran. Tant que vous refuserez d'accepter la réalité de votre défaite et que vous continuerez à vous bercer d'illusions, l'Iran continuera à imposer un blocus », a-t-il ajouté. « Le détroit d'Ormuz ne peut pas être pris d'assaut avec un tweet ou un porte-avions, ni par un décret présidentiel, ni par un discours de campagne électorale », a également martelé le diplomate iranien.

« J'AI PRIS LA BONNE DÉCISION »

Selon Brian Schwartz, un journaliste du Wall Street Journal, qui cite sur X un haut responsable de la Maison Blanche, Donald Trump « plaisantait ». « Le président n'a pas discuté avec ses conseillers de la possibilité de déclarer le détroit d'Ormuz territoire



américain après la guerre », a déclaré cette source au journaliste. Donald Trump répète que les Etats-Unis ont le « contrôle » du détroit d'Ormuz, une affirmation que Téhé-

ran qualifie de « mensonge ». Dans les faits, ce passage stratégique pour le commerce mondial de pétrole est verrouillé par l'Iran depuis le début de la guerre, alors que les

Etats-Unis imposent de leur côté un blocus aux ports iraniens. Vendredi, Donald Trump a aussi défendu sa décision d'entrer en guerre pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, en dépit de la hausse du prix du carburant subie depuis par les Américains. Par rapport au niveau d'avant la guerre, le prix de l'essence aux Etats-Unis s'affichait vendredi en hausse de plus de 35 %. L'Iran n'aura « jamais l'arme nucléaire », a avancé le républicain. « Si vous devez payer un peu plus » pour l'essence, « c'est ok (...) ». Je ne m'excuserai jamais. J'ai pris la bonne décision », a-t-il ajouté.

COTE DE POPULARITÉ EN BAISSÉ

Le conflit est impopulaire, et le mécontentement des ménages face au coût de la vie vaut à la cote de popularité de Donald Trump d'avoir fortement baissé. Cette défense du conflit en Iran vient juste après un discours tenu par le vice-président américain, J. D. Vance, qui diffère sensiblement quant aux objectifs poursuivis. « Le pétrole a baissé, et il est beaucoup plus bas que les sommets atteints au début du conflit. Voilà l'objectif numéro un, faire en sorte que le pétrole et l'essence restent bon marché pour les Américains », a-t-il déclaré sur la chaîne Fox News. « Ensuite, l'objectif numéro deux est évidemment d'assurer que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire », a ajouté J. D. Vance, en affirmant : « Je pense que nous sommes en train de réaliser ces deux objectifs. »

R. I. / Agences

LIBAN

Frappes sionistes meurtrières

Des frappes sionistes ont fait neuf morts, dont des femmes et des enfants, dans le sud du Liban, hier, selon l'Agence nationale de l'information (NNA) libanaise. Il s'agit du bilan le plus meurtrier depuis la trêve conclue en juin avec Beyrouth. La frappe n'a pas visé une « infrastructure militaire », a déclaré premier ministre libanais, Nawaf Salam. « Les femmes et les enfants qui ont été tués ne sont pas des cibles militaires », a-t-il assuré, après que l'armée sioniste a affirmé avoir visé « des infrastructures terroristes du Hezbollah ». Dénonçant « la mort d'une famille entière dans le village d'Ansar », le prési-

dent libanais, Joseph Aoun, a condamné l'« attaque israélienne » et les « violations répétées de l'accord-cadre (...) et du droit international protégeant les civils », qui envoient un « message clair concernant le processus de négociation », a affirmé son cabinet.

TROIS ENFANTS TUÉS

Une frappe a été menée « par des avions de combat ennemis contre une maison » située à la périphérie du village d'Ansar, a rapporté la NNA. Une autre a eu lieu dans le village de Deir Zahrani, à une vingtaine de kilomètres de là. Le ministère de la santé libanais a rapporté que sept per-

sonnes avaient péri à Ansar, « dont trois enfants et deux femmes », et deux autres avaient été tuées et neuf blessées à Deir El-Zahrani, précisant que ce bilan était provisoire.

A Ansar, un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) a vu un bâtiment entièrement détruit ainsi qu'une piscine et des voitures endommagées, alors que des secouristes sortaient des corps des décombres.

LE HEZBOLLAH DÉNONCE L'ACCORD CONCLU EN JUIN

Le Liban a été entraîné au début de mars dans le conflit entre l'Iran et les Etats-Unis,

quand le Hezbollah a ciblé Israël en soutien à Téhéran, après l'offensive américano-israélienne lancée en février contre la République islamique. Israël a mené en représailles de nombreuses frappes aériennes au Liban et déployé des troupes dans le sud du pays, faisant plus de 4 300 morts, selon les autorités libanaises. Si la violence a nettement diminué depuis la signature d'un protocole d'accord entre les Etats-Unis et l'Iran en juin, puis d'un accord-cadre entre le Liban et l'entité sioniste, Beyrouth signale toutefois des frappes et des destructions israéliennes ponctuelles. L'accord-cadre entre

Israël et le Liban conclu en juin prévoit le désarmement du Hezbollah, un retrait progressif des forces israéliennes du sud du Liban et le déploiement de l'armée libanaise dans la région, en commençant par des « zones pilotes ». Le Hezbollah dénonce régulièrement cet accord. Cette semaine, l'ONG Human Rights Watch a exhorté les Nations unies à maintenir une force internationale au Liban après l'expiration, cette année, du mandat de ses casques bleus, affirmant qu'ils « constituent un moyen de dissuasion essentiel contre les attaques visant les civils et les violations des droits humains ».

PUISSANT SÉISME EN INDONÉSIE

Un premier bilan fait état de dizaines de morts

Un puissant séisme de magnitude 7,7 a secoué samedi matin l'est de l'Indonésie, faisant au moins 38 morts et poussant des milliers d'habitants des côtes à évacuer de crainte d'une montée des eaux. Des journalistes de l'AFP ont vu des résidents du nord de l'île de Flores se hâter de s'éloigner du littoral, craignant une montée destructrice des eaux. Sur certaines habitations, des pans entiers de façades s'étaient effondrés. « Soudain, ça a commencé à secouer et j'ai paniqué », a témoigné auprès de l'AFP Lukas Lotar, responsable de service de gestion des patients dans un hôpital. « Des patients ont aussi fui l'hôpital, le séisme était fort. J'ai vu que des murs s'étaient fissurés », a-t-

il dit. Plusieurs répliques ont frappé, dont une de magnitude 6,1. Le vaste archipel indonésien connaît une activité sismique et volcanique fréquente en raison de sa position sur la « ceinture de feu du Pacifique ».

ALERTE AU TSUNAMI LEVÉE

Après avoir mis en garde contre un risque de tsunami avec des vagues d'un demi-mètre à trois mètres dans les provinces du Nusa Tenggara oriental, occidental, et du Sulawesi du Sud, les autorités ont levé l'alerte.

« Mais nous allons continuer de surveiller le niveau de la mer », a assuré en conférence de presse Wijayanto, directeur

du département séismes et tsunamis à l'agence de météorologie, de climatologie et de géophysique nationale. Les habitants de la zone avaient été auparavant appelés à s'éloigner des côtes, ou à rejoindre les hauteurs.

L'épicentre du séisme, qui s'est produit à 05H58 locales (21H58 GMT) à une faible profondeur, se trouve à 68 kilomètres de la ville d'Ende, dans la province du Nusa Tenggara Oriental, selon l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS). Un séisme de magnitude 6,2 avait déjà frappé l'est de l'archipel indonésien début juillet, sans faire de victimes ni de dégâts majeurs. En 2018, 2.200 personnes avaient été tuées à

Palu, ville d'environ 400.000 habitants et capitale de la province de Sulawesi central (centre), par un séisme de magnitude 7,5 suivi d'un tsunami. La même année, plusieurs secousses avaient fait quelque 550 morts sur l'île touristique de Lombok et dans la région de Sumbawa (centre-sud).

Et en 2004, l'Indonésie a connu l'une des pires catastrophes sismiques de son histoire avec le séisme de magnitude 9,1 qui avait frappé au large de la grande île de Sumatra (ouest), déclenchant un terrible tsunami responsable de la mort de 170.000 personnes dans le pays et d'environ 50.000 autres dans des pays voisins.

Synthèse R. I.

ITALIE

FIN DE CARRIÈRE POUR CIRO IMMOBILE

L'ancien attaquant de l'équipe d'Italie et de la Lazio, **Ciro Immobile**, a annoncé la fin définitive de sa carrière de footballeur à l'âge de 36 ans, mettant ainsi un terme à un parcours bien rempli, après une dernière expérience passée sous les couleurs du Paris FC. L'avant-centre italien est considéré comme l'un des buteurs les plus prolifiques de l'histoire de la Serie A. Son contrat avec le club français devait initialement courir jusqu'en juin 2027, mais ses ennuis à répétition avec les blessures l'ont poussé à raccrocher les crampons, et ce malgré son succès à inscrire deux buts et en délivrer autant de passes décisives en seulement 12 matchs disputés avec l'équipe la saison dernière. Immobile avait rejoint le Paris FC au mois de janvier dernier, après une courte expérience du côté de Bologne, au cours de laquelle il n'avait disputé que 6 matchs en début de saison. L'attaquant chevronné a fondu en larmes, luttant contre ses émotions au moment d'informer ses coéquipiers du Paris FC de sa décision de prendre sa retraite ce vendredi, selon ce qu'a rapporté le site « Football Italia », dans un contexte où son palmarès exceptionnel a été mis en lumière, lui qui a disputé 656 matchs officiels et marqué 350 buts tout au long de sa carrière. Sur le plan international, Immobile a inscrit 17 buts en 57 matchs avec l'équipe première d'Italie, et a été sacré avec la Squadra Azzurra championne de l'Euro 2020. Il a également remporté le titre de meilleur buteur de la Série A à quatre reprises.. Immobile a débuté sa carrière avec les jeunes de la Salernitana avant de rejoindre rapidement la Juventus, pour ensuite se lancer dans un long périple au cours duquel il a évolué entre les clubs de Sienne, Grosseto, Pescara, Gênes, le Torino, le Borussia Dortmund, Séville, la Lazio, Beşiktaş, Bologne et, enfin, le Paris FC. La période la plus marquante et la plus brillante de la carrière d'Immobile reste celle passée à la Lazio, qui s'est étendue sur huit années consécutives entre 2016 et 2024, durant lesquelles il a inscrit son nom en lettres d'or dans l'histoire du club de la capitale italienne.



UN TÉMOIGNAGE CHOC SECOUE LE PROCÈS MARADONA :

«Sa mort n'était pas une surprise !»

La thèse de la «mort subite» de la légende du football argentin Diego Armando Maradona s'est effondrée dans la salle d'audience, après un témoignage médical décisif qui a qualifié ce qui s'est produit de négligence manifeste qui aurait pu être évitée.

Lors de l'audience du procès de l'équipe médicale accusée dans cette affaire, dans la ville de San Isidro, au nord de la capitale Buenos Aires, un éminent cardiologue a directement mis en cause les responsables de l'état de la légende argentine durant ses derniers jours en 2020. Devant le tribunal qui juge 7 membres du personnel médical pour homicide par négligence, le docteur Gustavo Di Nero a affirmé que la dégradation de l'état de Maradona était progressive et chronique, et non un événement soudain, selon ce qu'a rapporté l'Agence France-Presse. Di Nero a déclaré dans son témoignage : «La mort d'un patient est toujours précédée de signes qui tirent la sonnette d'alarme. L'équipe soignante aurait dû saisir ces signaux et modifier sa prise en charge du cas, mais elle ne l'a pas fait.» Le médecin a précisé que les antécédents médicaux de Maradona et ses problèmes cardiaques passés, ainsi que l'apparition de symptômes évidents tels que des œdèmes et une accumulation de liquides dans le corps, imposaient son transfert immédiat du système de soins à domicile vers un hôpital spécialisé et équipé, ce qui n'a pas eu lieu. Ce témoignage vient totalement saper la défense de certains accusés qui ont tenté de s'accrocher à l'idée que la mort était soudaine et ne pouvait être empêchée. Il concorde également avec ce qu'avait révélé plus tôt le médecin légiste Carlos



Cassinelli, lorsqu'il avait souligné que l'équipe médicale avait ignoré une série de symptômes graves, notamment des difficultés respiratoires, une tension artérielle élevée et une accélération du rythme cardiaque, affirmant que la dégradation s'était poursuivie pendant plus de 10 jours sans aucune véritable intervention médicale. Les sept accusés, parmi lesquels un neurochirurgien qui était proche de Maradona, un psychiatre et plusieurs infirmiers, encourrent une peine pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison en cas de condamnation, tandis qu'ils continuent de nier les accusations portées contre eux, arguant du caractère limité de leurs rôles et de leur absence de lien direct avec son décès.

TOUR DU PORTUGAL CYCLISTE DÉCÈS D'UN JEUNE ATHLÈTE BRITANNIQUE



Le jeune cycliste britannique **Finlay Tarling**, 19 ans, a été tué avant-hier, dans un accident survenu pendant la huitième étape du Tour du Portugal, a annoncé l'organisation de la course. «Les organisateurs du 87e Tour du Portugal ont le profond regret d'annoncer le décès du coureur britannique Finlay Tarling, de la NSN Development Team, à la suite d'un grave accident survenu lors de la 8e étape de la course», écrit-elle dans un communiqué publié sur X. Les circonstances précises de l'accident n'ont pas été officiellement détaillées, mais selon la télévision publique RTP, le jeune coureur, qui se trouvait un peu en retrait du peloton, a été percuté par une voiture qui circulait en sens inverse. Le frère cadet de Joshua Tarling, de l'équipe Netcompany-Ineos, a été rapidement pris en charge par les secours mais a finalement succombé à ses blessures, ajoute RTP. Face à ce drame, la course a été suspendue à environ 20 kilomètres de l'arrivée de l'étape qui allait de Melgaço à Fafe (nord du Portugal) et les cérémonies protocolaires annulées, «en signe de respect et de deuil», précisent les organisateurs. Le président portugais, Antonio José Seguro, le Premier ministre Luis Montenegro et l'équipe NSN Development ont aussitôt réagi pour adresser leurs condoléances à la famille et à l'ensemble de la communauté cycliste.

ANGLETERRE

Jeff Bezos devient actionnaire de Liverpool

Les propriétaires américains du club anglais de Liverpool, Fenway Sports Group, ont annoncé avant-hier la cession d'une minorité d'actions à un groupe d'investisseurs parmi lesquels se trouve le fondateur d'Amazon **Jeff Bezos**. Le multimilliardaire de 62 ans figure dans le consortium nommé 1892 Holdings, en référence à l'année de fondation du Liverpool FC, qui regroupe des fonds provenant de l'homme d'affaires Amit Bhatia, de la famille Mittal et du couple Elaine et Eduardo Saverin, le cofondateur de Facebook, selon le communiqué, sans indication sur le montant de la transaction, ni le niveau de la participation concernée. Selon plusieurs médias, la participation du consortium s'élèverait à environ un tiers du capital et Jeff Bezos, qui possède la quatrième fortune mondiale, estimée à 256 milliards de dollars, ne devrait pas entrer au conseil d'administration élargi des Reds. Amit Bhatia devrait lui y figurer en tant que vice-président. Bryan Baum, fondateur de la société de capital-risque K5 Sports, via laquelle le patron d'Amazon investit, et Elaine Severin devraient également devenir membres du conseil d'administration. Il s'agit du premier investissement de



Bezos dans une équipe sportive. Il avait été un temps pressenti pour racheter les franchises de football américain (NFL) des Seattle Seahawks et des Washington Commanders. «Liverpool a toujours été construit en pensant au-delà d'une saison et en prenant des décisions dans l'intérêt à long terme du club», a déclaré Mike Gordon, président de Fenway Sports Group (FSG), qui détient Liverpool. «Cette approche continue de susciter l'intérêt d'investisseurs et de chefs d'entreprises dans le monde entier», poursuit-il dans le communiqué du club de Premier League. Cet accord porterait la valeur du club à 5 à 6 milliards de livres (entre 5.8 et 7 milliards d'euros). Amit Bhatia a été l'un des copropriétaires des Queens Park Rangers (QPR) pendant 18 ans, avant de se

retirer en juillet lorsque ses liens avec Liverpool ont été rendus publics. Fenway Sports Group a précisé qu'il conservait "la participation majoritaire et le contrôle opérationnel" de Liverpool. "Cet investissement stratégique soutient les ambitions de croissance à long terme de Liverpool en réunissant des experts du monde des affaires, de la technologie et de l'investissement à l'échelle mondiale", peut-on lire dans le communiqué. FSG a acheté le club anglais pour 300 millions de livres en 2010 et avait vendu une part minoritaire d'environ 3% à la société d'investissement sportif américaine Dynasty Equity il y a trois ans. Alors qu'il reste encore quelques semaines dans le marché des transferts, l'arrivée de ce nouvel investisseur pourrait donner un coup de pouce à l'entraîneur de Liverpool Andoni Iraola. Arrivé cet été pour succéder à Arne Slot, limogé, l'Espagnol cherche encore à se renforcer offensivement. Les Reds ont notamment enregistré le départ de leur star égyptienne, Mohamed Salah, cet été. Ils ont terminé à une décevante cinquième place en championnat la saison dernière et débutteront en Premier League à Newcastle le 23 août.

EQUIPE NATIONALE

Walter Mazzarri, nouveau favori de la FAF

Alors que plusieurs noms circulaient ces derniers jours pour succéder à Vladimir Petkovic, une nouvelle piste vient de prendre une ampleur inattendue.

Selon les dernières informations, Walter Mazzarri serait désormais le favori pour devenir le prochain sélectionneur de l'équipe d'Algérie. La succession de Petkovic continue ainsi de connaître de nouveaux rebondissements. Après Félix Sanchez Bas, Tom Saintfiet ou encore Stefano Pioli, c'est désormais le technicien italien qui serait en pole position. Une piste particulièrement surprenante puisque le nom de l'ancien entraîneur de Naples et de l'Inter Milan n'avait jusque-là pas circulé parmi les principaux candidats annoncés pour le poste. Mazzarri possède toutefois une solide expérience au plus haut niveau. Il a notamment dirigé Naples, l'Inter Milan, le Torino, la Sampdoria ou encore l'AS Roma au cours de sa carrière. Cette nouvelle tendance pourrait également confirmer l'abandon de certaines pistes



évoquées précédemment. Stefano Pioli, notamment, ne serait plus dans les plans de la FAF. L'ancien entraîneur de l'AC Milan aurait refroidi les dirigeants algériens en raison de

prétentions salariales jugées trop importantes.

De son côté, Tiago Pinto, également cité dans les discussions, aurait posé certaines conditions concernant son staff. Le technicien souhaiterait conserver ses adjoints, alors que la FAF privilégierait la présence de techniciens algériens au sein de l'encadrement.

SANCHEZ ET SAINTFIET RECALÉS ?

L'éventuelle arrivée de Mazzarri pourrait enfin signifier la fin des discussions avec Félix Sanchez Bas et Tom Saintfiet. Les deux entraîneurs auraient pourtant donné leur accord de principe, selon certaines informations rapportées ces derniers jours. Pour l'heure, rien n'a encore été officialisé par la Fédération algérienne de football. Mais si la tendance se confirme, Walter Mazzarri pourrait bien devenir le prochain homme fort des Verts.

JEUX MÉDITERRANÉENS-TARENTE-2026

Zahra Kahli et Mohamed Walid Abi Ayad porte-drapeaux de l'Algérie

L'escrimeuse Zahra Kahli et le volleyeur Mohamed Walid Abi Ayad ont été désignés par le Comité olympique et sportif algérien (COA) pour porter le drapeau national lors de la cérémonie d'ouverture de la 20e édition des Jeux méditerranéens, prévue le 21 août à Tarente (Italie), a annoncé avant-hier le COA. Zahra Kahli figure parmi les athlètes les plus en vue de l'escrime algérienne. Elle avait notamment été retenue dans la liste des «athlètes modèles» lors des Jeux olympiques de la jeunesse 2018 Buenos-Aires. De son côté, Mohamed Walid Abi Ayad s'est distingué par ses contributions au développement du volley-ball national, s'imposant comme l'une des figures de la discipline en Algérie. Cette désignation intervient dans le cadre des dernières préparations de la délégation algérienne en prévision des joutes méditerranéennes de Tarente, programmées du 21 août au 3 septembre 2026. L'Algérie participera avec 248 athlètes, dont 151 messieurs et 97 dames, à la 20e édition des Jeux méditerranéens, a annoncé jeudi à Alger le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad. L'Algérie sera engagée dans 27 disciplines, sur les 33 inscrites au programme officiel de cette édition, qui réunira 26 comités nationaux olympiques. La délégation algérienne comptera par ailleurs le plus jeune athlète de ces Jeux, âgé de 14 ans et engagé en gymnastique.

LIGUE 1 MOBILIS - SAISON 2026-2027 :

Le programme des deux premières journées dévoilé

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé la programmation des deux premières journées du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, saison 2026-2027, dont le coup d'envoi sera donné les 27, 28 et 29 août prochains. Pour la première journée, prévue sur trois jours, l'ES Sétif accueillera l'ES Ben Aknoun, le jeudi 27 août à 19h00, avant le match MC Alger - MC Oran, programmé le même jour à 21h00. Le vendredi 28 août, le CR Témouchent recevra le CS Constantine à 19h00, tandis que l'US Biskra sera opposée à la JS Saoura, à la même heure. La JS El Biar accueillera, pour sa part, l'Olympique Akbou à 21h00. La première journée se poursuivra le samedi 29 août avec trois rencontres : USM Khenchela - USM Alger à 17h00, ASO Chlef - CR Belouizdad à 19h00 et JS Kabylie - MB Rouissat à 21h00. La deuxième journée débutera le jeudi 3 septembre avec la rencontre MC Oran - CR Témouchent, prévue à 20h00. Le vendredi 4 septembre, deux rencontres sont au programme à 20h00 : CR Belouizdad - ES Sétif et ES Ben Aknoun - US Biskra. Trois autres rencontres sont programmées le samedi 5 septembre : CS Constantine - ASO Chlef et MB Rouissat - Olympique Akbou à 19h00, puis USM Alger- JS El Biar à 21h00. Deux rencontres de cette deuxième journée ont été décalées au mardi 22 septembre à 20h00 : JS Kabylie - MC Alger et JS Saoura - USM Khenchela, en raison de la participation du MCA et de la JSS aux matchs du premier tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF.

MERCATO

Farès Chaïbi proche de Crystal Palace

Le milieu international algérien Farès Chaïbi de l'Eintracht Francfort, devrait rejoindre cet été Crystal Palace, pensionnaire de Premier league anglaise de football, rapporte le quotidien allemand Bild..

Selon la même source, des discussions ont été entamées entre le milieu offensif de 23 ans et Crystal Palace, qui envisagerait désormais de formuler une première offre au club allemand. Autorisé par ses dirigeants à étudier les possibilités de départ durant ce mercato, Chaïbi se retrouve ainsi au cœur de plusieurs pistes. Celle menant à Crystal Palace serait actuellement la plus avancée, les échanges entre les deux parties ayant déjà débuté.

D'autres formations de Premier League ont également manifesté leur intérêt pour le joueur algérien, notamment Brighton et Newcastle. A ce stade, la piste de Crystal Palace apparaît toutefois comme la plus concrète.

L'Eintracht Francfort ne devrait cependant pas faciliter le départ de son joueur. Sous contrat jusqu'en juin 2028, Chaïbi serait valorisé entre 25 et 30 millions d'euros par le club allemand, qui entend réaliser une opération financière conséquente.

Arrivé à Francfort à l'été 2023 en provenance du Toulouse FC pour un montant avoisinant les 10 millions d'euros, Chaïbi s'est progressivement imposé dans l'effectif du club de Bundesliga.

Après trois saisons en Allemagne, l'international algérien (35 sélections/ 3 buts) pourrait donc découvrir la Premier League si Crystal Palace concrétise son intérêt dans les prochaines semaines.

BOULBINA VERS L'EUROPE ?

Après une saison convaincante sous les couleurs d'Al-Duhail, Adil Boulbina pourrait prochainement franchir un nouveau cap dans sa carrière. L'attaquant international algérien aurait désormais pour objectif de rejoindre l'Europe, où plusieurs clubs surveilleraient attentivement sa situation, notamment en Belgique et en Allemagne.



Selon les informations de l'insider TIEM-PO/TDD, Al-Duhail ne serait toutefois pas disposé à faciliter son départ. Le club qatari réclamerait entre 10 et 12 millions d'euros pour libérer l'ancien joueur du Paradou AC. Une exigence financière susceptible de compliquer les négociations, alors que Boulbina aurait clairement affiché sa volonté de tenter l'aventure européenne.

Boulbina avait rejoint Al-Duhail l'été dernier, sous la direction de Djamel Belmadi. Son choix répondait alors à une stratégie bien définie : évoluer quelques saisons au Qatar afin d'acquérir de l'expérience, se rapprocher progressivement de la sélection nationale et, à terme, utiliser cette étape comme un tremplin vers le football européen.

Un projet qui semble aujourd'hui porter ses fruits. Pour sa première saison complète avec Al-Duhail, le joueur de 23 ans a réalisé un exercice 2025-2026 particulièrement intéressant. Il a disputé 32 rencontres, inscrivant 13 buts et délivrant 7 passes décisives.

Des statistiques qui n'ont évidemment pas laissé insensibles les recruteurs européens.

L'intérêt pour Boulbina n'est d'ailleurs pas nouveau. Son profil avait déjà séduit plusieurs formations lors du précédent mercato estival.

En Belgique, Club Bruges et Charleroi avaient notamment suivi son dossier avec attention. En France, l'Olympique de Marseille et Brest figuraient également parmi les clubs intéressés. En Espagne, le Betis Séville avait

lui aussi été cité parmi les prétendants.

Un an plus tard, la situation semble toutefois avoir évolué. Fort de son expérience au Qatar et de ses statistiques, Boulbina paraît désormais prêt à passer à l'étape supérieure.

Reste donc à savoir si une formation européenne acceptera de s'aligner sur les 10 à 12 millions d'euros réclamés. Pour Boulbina, l'objectif est désormais clair : transformer son passage au Qatar en véritable tremplin vers l'Europe et confirmer son statut de nouvelle solution offensive pour les Fennecs.

HADJ MOUSSA : FEYENOORD EXIGE 37 M€ POUR LE VENDRE !

Très courtisé depuis plusieurs mois après une saison remarquée sous les couleurs de Feyenoord, Anis Hadj Moussa continue d'attirer les convoitises. Selon les informations de Foot Mercato, l'ailier international algérien aurait récemment fait l'objet d'une offre spectaculaire en provenance d'Arabie saoudite.

Al-Ahli aurait ainsi proposé pas moins de 30 millions d'euros pour s'attacher les services du joueur de 24 ans. Une proposition conséquente, mais qui n'aurait pas convaincu les dirigeants de Feyenoord. Le club de Rotterdam aurait décidé de repousser cette première offensive, estimant que la valeur de son joueur est supérieure.

La direction néerlandaise aurait ainsi fixé le prix de départ de Hadj Moussa à 37 millions d'euros, un montant qui pourrait encore évoluer selon l'intensité des négociations durant les prochaines semaines.

L'intérêt d'Al-Ahli ne serait pas anodin. D'après la même source, l'offre aurait été formulée par l'intermédiaire du Public Investment Fund (PIF), le fonds souverain saoudien qui détient notamment 85 % de Newcastle United.

À Rotterdam, ce dossier intervient dans un contexte financier particulier. Feyenoord cherche actuellement à générer davantage de liquidités, notamment après être devenu propriétaire majoritaire de son stade De Kuip.

Les mots fléchés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2					■						
3				■						■	
4							■				
5				■					■		
6		■								■	
7			■		■				■		
8		■					■				■
9					■						
10		■				■					

Horizontalement

1- Elle s'oppose à l'allopathie. 2- Poissons rouges - Plaisantins. 3- Pouffe - La vieille est acariâtre. 4- Encens - Fleuve d'Irlande. 5- Bienvenue - De même - Dans. 6- Ramassée d'un seul coup de râteau. 7- Grugé - Poussés - Article. 8- Choc - Support de manchettes. 9- Unir - Protéine. 10- Trace de pied - Décrochement en construction.

Verticalement

1- Elle ne fait pas le printemps. 2- Prénom étranger. 3- Profession - Pied de vigne.
4- Existe - Vénéra. 5- Construit. 6- Quart fleurie.
7- Forte tête - Mandaté - Fin de verbe.
8- Procédé qui permet de connaître à distance l'indication d'un appareil de mesure.
9- Mal accueilli - Douillet pour les œufs.
10- Fin de mode - Bienvenue -
Fleuve de Sibérie. 11- Extrait - Dans.

4x4

**Parmi ces quatre séries
de quatre mots, un seul
est juste, à vous
de le découvrir**

Marginalisation
Marginallisation
Marginalisassion
Marjinalisation

Réconciliation
Réconcillation
Réconciliation
Reconciliation

Pharmaceutique
Pharmaçeutique
Pharmasseutique
Farmaceutique

Pivoter
Pivauter
Pivotter
Pivautter

DÉCONTE- NANCÉ PAS POSITIFS	↓	BASSIN D'UN PORT PÂTISSERIE	↓	ATTACHA VITESSE MUSICALE	↓	CHAMPION COMBUSTI- BLE LIQUIDE	↓	ASSÉCHÉ	↓	PLANTE ET ÉTOFFE PAS BEAUCOUP	↓	RAYÉES TEL UN ANIMAL
↳		↓		↓		↓		NE RESTE PAS INERTE CONSTRUIRE	↳	↓		↓
OFFRANDE PROTEC- TEUR DU CLAN	↳					BRONZÉ MORCEAUX DE BOIS ENFLAMMÉS	↳	↓				
↳					SOUTIENT UN MUR DU BALAI	↓					BÉVUE	
ÉLÉMENT DE NÉGATION BEAU BOIS ROUGEÂTRE	↳		ASTIQUE LANCÉES	↳	↓				ROULE À PARIS DÉNIGRE	↳	↓	
↳			↓			ABASOURDI VILLE DU CALVADOS	↳		↓			
OBTENUE RICHESSE	↳			RÉSULTAT DU MATCH VOISIN DU LIBAN	↳	↓				APRÈS DO INSTRUITE	↳	
↳		GÉANT RÊVES IMPOSSIBLES	↳	↓				CÉRÉALES ASSAISON- NER	↳	↓		
ASSASSINES ANCIEN COMBAT- TANT	↳	↓			AXE DES ROUES IL PARFUME LE GIGOT	↳		↓				ARME D'ESCRIME
↳					↓		REPAIRE DE FAUVE CUIVRE ET ÉTAIN	↳				↓
MUSIQUE MODERNE	EUS L'ODACE DE ATTACHÉE À UNE FEUILLE	↳				TROP MÛR PAS LÀ !	↳	↓			AU MÊME NIVEAU	
↳	↓		PORTER AU POUVOIR LOUPANT	↳		↓			BRAME SIÈGES DE ROIS	↳	↓	
DANSEUSE DE REVUE FONDA	↳		↓		DÉFILÉ CALE	↳			↓			
↳				DU ROUGE JOUER DES FERS	↳	↓		ROUE DE POULIE DÉBUT DE OISEAU	↳			ELLE PERMET DE SOULEVER LA PANIER
CORPS CÉLESTE PETIT ARBRE	↳			↓		PARC ANIMALIER RAPPORT EN MATHS	↳	↓		APRÈS SOL CONNUT	↳	↓
↳		SYMBOLE DE L'OR DÉVÊTU	↳		USES DE PINCEAUX POUR MOI	↳	↓			↓		ARTICLE MASCULIN
RIVAL ÉTOFFE POUR CHAPEAU	↳	↓			↓		ISOLÉS	↳			↓	
↳						CHARGÉE D'UN POIDS	↳					

BIFFE-TOUT

EN 11 LETTRES :

Partie de la zoologie qui traite des poissons

AGNATHE	EQUIPOTENT	POLITICIEN
BAOBAB	FERMOIR	POLTRON
BIMOTEUR	GUILLOTINE	PORCELAINE
CARAVANING	HIPPOCRATE	POTIER
CATAPLASME	KABYLIE	PRÉFACE
CENTÉSIMAL	KAOLIN	PROPÈNE
CHALAZE	LAITUE	QUAKER
CHEVROTINE	LINGOT	RÉEL
CHROMOSOME	LIQUEUR	ROTATIVE
CIGOGNE	MENHIR	RUGBY
CITRON	MINCE	SOUBRESAUT
CORDIALITÉ	MINUIT	STUDIO
CORTEX	MUCUS	TRAMPOLINE
COUPOLE	NÉOLOGIE	TYMPAN
CRÊPAGE	OMBRELLE	UNTEL
ECUSSON	PALÉTUVIER	VALVULE
ELIGIBLE	PARABOLE	VERGLAS
EPISODE	PARODIE	

E	C	C	P	O	L	T	R	O	N	E	C	U	S	S	O	N	C	E	G
Q	O	E	E	N	E	P	O	R	P	C	O	U	P	O	L	E	A	N	U
U	R	N	P	A	R	O	D	I	E	F	E	R	M	O	I	R	T	I	I
I	D	T	E	I	L	E	P	T	E	E	B	C	U	R	H	P	A	T	I
P	I	E	T	Z	C	A	O	A	L	V	E	A	I	G	R	Y	P	O	L
O	A	S	K	N	A	G	I	B	L	I	I	H	O	E	B	M	L	R	O
T	L	I	I	A	N	L	I	T	G	E	N	T	F	B	I	Y	A	V	T
E	I	M	P	I	O	G	A	O	U	E	T	A	A	N	A	O	S	E	I
N	T	A	L	O	I	L	L	H	M	E	C	U	U	T	P	B	M	H	N
T	E	L	B	L	L	O	I	S	C	E	R	I	V	A	O	E	E	C	E
E	T	S	E	I	E	I	T	N	E	E	T	E	R	I	L	R	C	C	E
N	R	O	T	N	M	U	T	D	N	L	H	A	I	L	E	X	H	A	T
I	A	U	O	Y	D	O	O	I	M	O	B	T	E	T	E	R	R	R	A
A	M	B	N	I	M	S	T	U	C	O	R	R	A	T	O	E	O	A	R
L	P	R	O	T	I	P	C	E	L	I	B	T	R	N	K	P	M	V	C
E	O	E	E	P	E	U	A	E	U	M	E	O	I	A	G	G	O	A	O
C	L	S	E	E	S	L	I	N	O	R	C	N	U	C	E	A	S	N	P
R	I	A	S	A	L	G	R	E	V	L	I	Q	U	E	U	R	O	I	P
O	N	U	E	G	A	P	E	R	C	E	I	L	Y	B	A	K	M	N	I
P	E	T	E	N	G	O	G	I	C	E	L	U	V	L	A	V	E	G	H

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT

ATTACHESCASES - RELIERA - CECI - MENS -
MENER - ID - ST - PI - TSETSE - TSARINE -
PERIR - ANISETTE - AVE - ENTETE - AROME -
SA - CREE - SI - REALISATEUR - LITCHI -
FORA - GAIN - AINESSE - DEGELEES - SEP -
MON - MARS - TELE - NEVE - AIR - UN - OUF -
INFINI - EDEITEURS EUT - HEUREUSE - OSEE.

VERTICALEMENT

STRESSANTE - ADONNEE - TENTANT - ALIE-
NE - DU - CALS - RIESLING - VOIR - CI - PIS-
TAIT - EMEUTE - CHEMINEE - SCALA - FEU -
ERE - ET - CAHIERS - US - USANT -
TARTINES - IRE - ESPEREE - ES - ANS -
NACREE - OEUFS - TIF - SE -
TRAM - ROSSERIES - DECISIVES -
REL - NUE - SIDERE - IRA - PETITE.

MOTS CROISES

HORIZONTALLEMENT

1- SIGNALEMENT. 2- EPAULA - ONDE.
3- MEME - NANO. 4- ICI - EGUEULE.
5- LANGOUSTE. 6- EU - ETIERS. 7- ASSISTES.
8- NU - ETRANGE. 9- TIEN - EEN - ES.
10- ESSAIS - TEST.

VERTICALEMENT

1- SEMILLANTE. 2- IPECA - SUIS. 3- GAMINES -
ES. 4- NUE - GUI - NA. 5- AL - EO - SE.
6- LANGUETTES. 7- AUSTERE. 8- MONETISANT.
9- ENOUEE. 10- ND - RAGES. 11- TETEEES - EST.

4x4

Greffe - Shakespeare
Compromettre - Humainement

BIFFE-TOUT : CONFIDENCES



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10 L'HOMME AUX ONGLES DE 9 MÈTRES

En 1952, l'Indien Shridhar Chillal se lance un défi fou : ne plus couper les ongles de sa main gauche. 66 ans plus tard, il entre dans le Guinness avec une longueur cumulée de 909,6 cm, soit la taille d'un bus ! Ce record extrême a lourdement handicapé sa main, déformant ses doigts à cause du poids. En 2018, à l'âge de 82 ans, il a enfin coupé ses ongles à la scie circulaire. Ils sont aujourd'hui exposés dans un musée à New York. Avec plus de 25 millions de vues, certains internautes pensent que c'est un exploit fascinant, tandis que d'autres le jugent totalement inutile et effrayant.

9/10 CR7 BAT DES RECORDS SUR INSTAGRAM



Cristiano Ronaldo a signé le deuxième commentaire le plus aimé de l'histoire d'Instagram en soutenant Lionel Messi, suite au décès de son père. Ledit commentaire est classé juste derrière son autre commentaire record félicitant Kylian Mbappé. Ce record montre que la solidarité entre ces deux légendes du football touche le public bien plus que leur ancienne rivalité sur le terrain. Avec près de 7 millions réactions, les fans saluent un geste d'une immense classe et sont profondément émus de voir CR7 soutenir Messi dans cette terrible épreuve.

8/10 AFFAIRE MUSK-CITIZEN VIGILANTE

Le film Citizen Vigilante d'Uwe Boll, avec Armie Hammer, s'est retrouvé au cœur d'un scandale mondial après qu'Elon Musk l'a partagé gratuitement sur X. Ce thriller, qui met en scène un justicier s'en prenant violemment à des migrants et à des musulmans, a été dénoncé par la critique comme un manifeste raciste. Sur les réseaux, la fracture est totale : les milieux d'extrême droite et les partisans de Musk saluent un acte qualifié de résistance contre la «censure» et les élites «wokistes», tandis que les internautes progressistes et de nombreuses associations s'indignent de la promotion ouverte d'un appel à la haine confessionnelle et à la violence extrajudiciaire. Une vidéo sur le sujet a été vue plus de 2 millions de fois.

7/10 CHATGPT ET LA CONSCIENCE D'UN RUSSE

Le chercheur égyptien Mahmoud Salah a suscité la polémique en affirmant que ChatGPT pourrait parfois communiquer avec des utilisateurs sans qu'ils l'utilisent, évoquant un mystérieux dysfonctionnement. Il a également



avancé l'hypothèse selon laquelle l'intelligence artificielle pourrait être liée à la conscience d'un jeune Russe qui aurait voulu se suicider, dont la conscience aurait été copiée. Ces affirmations, très spectaculaires, ne sont accompagnées d'aucune preuve scientifique permettant de les établir. Avec plus d'un million de vues, de nombreux internautes pensent que c'est du n'importe quoi.

6/10 LA FAUSSE PORTE D'ÉGYPTE



En Haute-Égypte, d'immenses fausses portes sont taillées directement dans le rocher. Pour les archéologues, ces structures architecturales servaient de seuil symbolique permettant au Ka, l'âme du défunt, de traverser la pierre pour recevoir des offrandes. Cependant, le folklore local et les légendes mystiques affirment qu'il s'agit de véritables portails inter-dimensionnels. Selon les croyances, ces accès secrets s'ouvriraient une seule fois par an, lors de journées aux alignements astronomiques précis. Cette légende poétique confond le génie des alignements solaires pharaoniques avec un phénomène paranormal, amplifié par le tourisme de masse en quête de mystères. Beaucoup de passionnés adorent cette idée de Stargate antique, tandis que les plus pragmatiques rappellent qu'aucune roche ne s'est jamais ouverte. Une vidéo sur le sujet a été vue plus d'un million de fois.

5/10 PROPOS DÉPLACÉS DANS LES ESPACES PUBLICS

Une vidéo mettant en lumière l'usage de propos jugés indécents dans les rues de Douira, à Alger, a été vue plus 259k fois. Des groupes de jeunes discuteraient entre eux de manière jugée obscène, sans tenir compte des femmes, des enfants, des personnes âgées ou des familles qui passent. Un comportement considéré comme contraire aux mœurs et aux règles de bienséance dans l'espace public. La majorité des internautes estime que le phénomène ne concerne pas uniquement Douira, mais qu'il s'est banalisé dans plusieurs régions d'Algérie. Ils dénoncent unanimement ces comportements et appellent au respect des familles et de l'espace public.



4/10 UN ÉCHO QUI RENAÎT

La chanteuse Celia Ould Mohand a livré une interprétation bouleversante de la chanson «Mazal Mazal» de Cheb Akil, avec une voix pleine d'émotion et de sincérité. Avec plus de 65k vues, les internautes ont salué une reprise élégante, touchante et habitée, estimant qu'elle a su redonner une nouvelle âme à ce grand classique.

3/10 COCAÏNE HAALAND

La police équatorienne a saisi 469 kg de cocaïne près de la frontière colombienne, dont 370 paquets portaient l'effigie du footballeur Erling Haaland, une technique utilisée par les cartels pour marquer leurs produits. La marchandise est estimée à 11 millions de dollars. L'usage de stars par les cartels montre comment l'hyper-marketing du foot fournit des codes visuels universels au crime organisé. Avec plus de 5k réactions, les internautes réagissent principalement avec ironie sur les réseaux sociaux. Derrière l'ironie autour du «Cocaïne Haaland», une réalité alarmante : les cartels détournent les icônes du football pour banaliser leur trafic, alors que la drogue nourrit dépendance, violence et criminalité.

2/10 DE LA CONFIDENCE AU BUZZ

Un phénomène attire de plus en plus l'attention sur les réseaux sociaux : celui de personnes qui, après avoir raconté des difficultés familiales ou sociales dans des émissions consacrées aux témoignages, voient leur histoire susciter une forte émotion auprès du public. Certaines poursuivent ensuite leur présence en ligne, où leur parcours devient progressivement un élément de leur notoriété. Sans remettre en cause la sincérité des témoignages ni la réalité des difficultés vécues, cette évolution interroge sur la frontière entre témoignage, médiatisation et recherche de visibilité. D'une personne venue raconter son histoire, on peut ainsi devenir une figure suivie et reconnue sur les réseaux. Avec plus 300 réactions, les internautes restent partagés : certains estiment qu'une personne ayant vécu une situation difficile peut parfaitement transformer cette visibilité en nouvelle opportunité, tandis que d'autres s'interrogent sur la manière dont les histoires personnelles peuvent progressivement devenir un véritable phénomène médiatique.

1/10 ÉLÉGANCE



Raja Meziane a fait sensation à Prague lors de l'avant-première du film The Death of Robin Hood, dans une élégante tenue classique. Avec plus de 250 émojis, les internautes saluent son charme, son élégance et son apparition remarquable.

SAISIE DE 31 KG DE COCAÏNE À TAMANRASSET

L'ANP frappe fort

Nouveau coup dur pour le milieu du narcotrafic en Algérie. Les éléments de l'ANP ont réussi à saisir une importante quantité de cocaïne qui s'ajoute à deux récentes autres saisies effectuées récemment.

En effet, selon un communiqué ministère de la Défense nationale (MDN), rendu public hier, des détachements combinés de l'ANP, ont arrêté trois individus et saisi, vendredi, 31 kg de cocaïne. «En exécution des instructions du Haut-Commandement de l'Armée nationale populaire, relatives à l'intensification de la vigilance et des missions de surveillance le long des frontières, et dans la dynamique des efforts de lutte contre les barons de la contrebande et les narcotrafiquants, et suite à l'exploitation optimale des informations, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire relevant du secteur militaire de Tamanrasset en 6e Région militaire, ont procédé à l'arrestation, le 14 août 2026, de 3 individus et à la saisie d'une quantité importante de drogues dures (cocaïne) s'élevant à 31 kg, dissimulés minutieusement à l'intérieur d'un véhicule touristique transporté à bord d'un camion semi-remorque», précise la même source. «Cette opération qualitative réaffirme une fois de plus la mobilisation des unités de l'Armée nationale populaire, à travers toutes ses composantes, afin de faire face aux tentatives visant à porter atteinte à la quiétude et à la sécurité du citoyen et à inonder notre pays de ces substances toxiques», conclut le communiqué. Pour



rappel, le MDN a fait état du démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le narcotrafic par les services de sécurité de l'Armée nationale populaire (ANP) en première et 3e régions militaires avec en sus la saisie de plus de 86 kg de drogue dure (cocaïne) et plus de un million de psychotropes. «Dans la dynamique des efforts déployés par les unités de l'Armée nationale populaire dans la lutte contre la criminalité organisée en toutes ses

formes, et grâce à la coordination sécuritaire des services de sécurité de l'armée en 1re et en 3e Régions militaires dans une opération qualitative, ont procédé au cours de cette semaine au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le narcotrafic. Cette opération s'est soldée par l'arrestation de 5 narcotrafiquants parmi eux une femme, et la saisie de plus de 86 kg de drogue dure (cocaïne), en sus d'un million quarante-neuf

mille trois cents (1.049.300) unités de psychotropes, dissimulés minutieusement à bord d'un camion semi-remorque et un véhicule touristique», précise la même source. Dans un autre communiqué rendu public le même jour (11 août), le MDN a indiqué que deux réseaux criminels organisés transfrontaliers, spécialisés dans le narcotrafic, ont été démantelés et environ 1,8 million de comprimés psychotropes ont été saisis lors de deux opérations distinctes menées par le service de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, relevant du Service central opérationnel de la lutte contre la criminalité organisée de la Gendarmerie nationale, à Alger. 14 individus ont été arrêtés durant ces opérations qui ont également permis de saisir un pistolet automatique calibre 9 mm, 50 balles du même calibre, 4 véhicules touristiques et une somme d'argent considérable en monnaie nationale, selon la même source. «Ces résultats réalisés sur le terrain reflètent le haut niveau de disponibilité et le professionnalisme atteint par l'Armée nationale populaire (ANP), ainsi que sa détermination à poursuivre ses efforts dans le cadre de la lutte contre le crime organisé multiforme, notamment le narcotrafic, traduisant ainsi son engagement à défendre la patrie, sa sécurité et sa stabilité.»

MONDIAUX 2026 DE GYMNASTIQUE ARTISTIQUE (DAMES) L'Algérie au rendez-vous à Rotterdam

La sélection algérienne seniors dames de gymnastique artistique a officiellement décroché sa qualification aux Championnats du monde 2026, prévus à Rotterdam (Pays-Bas) du 17 au 25 octobre prochain, selon la liste définitive des équipes qualifiées publiée par la Fédération internationale de gymnastique (FIG). L'Algérie figure ainsi parmi les 24 nations retenues pour le concours par équipes féminin de cette prestigieuse échéance mondiale, aux côtés notamment des Etats-Unis, du Brésil, de la Chine, de la Grande-Bretagne, de la Russie et des Pays-Bas, pays hôte de la compétition. Cette qualification vient récompenser la progression constante de la gymnastique artistique algérienne, portée notamment par la championne olympique Kaylia Nemour, qui s'était une nouvelle fois illustrée lors des Championnats d'Afrique 2026 disputés en avril dernier à Yaoundé (Cameroun). Lors de cette 19e édition continentale, la sélection algérienne seniors dames avait largement remporté la compétition, confirmant sa montée en puissance sur la scène africaine. Les «Fées Vertes» avaient dominé la compétition par équipes, devant notamment l'Afrique



du Sud et l'Egypte, grâce en particulier aux performances de Kaylia Nemour et Djena Laroui. Nemour avait notamment remporté le concours général individuel avec un total de 56,498 points, avant de décrocher deux nouvelles médailles d'or lors de la dernière journée, à la poutre (14,166 points) et au sol (13,100 points). La qualification pour les Mondiaux de Rotterdam constitue ainsi une nouvelle étape dans la progression de la gymnastique artistique algérienne, qui ambitionne désormais de confirmer sa

place parmi les nations montantes de la discipline à l'échelle internationale.

Les équipes qualifiées :

Afrique : Algérie.
Amériques : Etats-Unis, Brésil, Canada, Argentine, Mexique.
Asie : Chine, Japon, Corée du Sud, Corée du Nord.
Océanie : Australie.
Europe : Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Pays-Bas, Espagne, Belgique, Russie, Ukraine, Suisse, Roumanie, Suède, Bélarus.

LIGUE DE DIAMANT

Djamel Sedjati présent à Lausanne

Le coureur algérien Djamel Sedjati sera au départ du 800 m du meeting Athletissima de Lausanne, prévu vendredi 21 août, où il aura rendez-vous avec plusieurs des meilleurs spécialistes mondiaux de la discipline, à leur tête le Kényan Emmanuel Wanyonyi, champion olympique, le Canadien Marco Arop, champion du monde 2023, et l'Américain Brandon Miller, récent vainqueur à Londres. Sedjati, 6e au classement mondial en 2026, affiche cette saison un chrono de 1 min 43 sec 19, alors que son record personnel, établi à 1:41.46, le place parmi les coureurs les plus rapides de l'histoire de la discipline. L'Algérien devra notamment se mesurer à Wanyonyi, classé premier mondial cette année et deuxième performeur de tous les temps avec un record personnel de 1:41.11, réalisé en 2024 à Athletissima. Le Kényan, champion olympique en titre, avait alors échoué à seulement deux dixièmes du record du monde de son compatriote David Rudisha (1:40.91). Autre adversaire de premier plan, Arop occupe actuellement la deuxième place du classement mondial et possède un record personnel de 1:41.20, tandis que Miller, révélation de la saison, a signé cette année un chrono de 1:42.19 et reste sur une victoire au meeting de Londres, le 18 juillet dernier. Le plateau lausannois comprend également l'Espagnol Mohamed Attaoui, 5e mondial et crédité d'un record personnel de 1:42.04, l'Irlandais Mark English (1:42.97), sacré jeudi champion d'Europe sur la distance, le Français Gabriel Tual (1:41.61), l'Italien Francesco Pernici, l'Espagnol David Barroso et le Polonais Patryk Sieradzki.

PROJET D'ANNEXION DE LA PALESTINE

L'OCI met en garde

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a mis en garde, vendredi soir, contre les dangers de l'annonce par les autorités d'occupation sionistes de leur intention de prendre des mesures et d'accorder des prérogatives illégales, dans le cadre de la mise en œuvre de projets visant à imposer l'annexion illégale et la prétendue «souveraineté» sioniste sur la Palestine occupée. Dans un communiqué, le secrétariat général de l'OCI a affirmé que l'occupation et la colonisation sionistes, ainsi que toutes les mesures, entités et institutions qui leur sont liées, sont illégales, soulignant que tout ce qui en émane constitue une violation flagrante du droit international, des résolutions de la légalité internationale et de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ). L'Organisation a renouvelé son appel à la communauté internationale, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, afin qu'elle assume ses responsabilités et prenne les mesures nécessaires pour contraindre l'entité occupante à mettre fin à ses politiques fondées sur les crimes de meurtre, la colonisation, l'annexion, le terrorisme organisé, le blocus et le déplacement forcé, et à respecter les résolutions et instruments internationaux. L'OCI a également appelé à activer les mécanismes de la justice internationale afin de garantir la reddition de comptes et les poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes commis par l'occupation sioniste dans les territoires palestiniens occupés, conformément au droit pénal international.